Louis GILL

Économiste, professeur retraité de l'UQÀM

(janvier 2007)

Vieillissement de la population et finances publiques

**La «futurologie à rebours»
de Pierre Fortin et Luc Godbout**

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>

<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

Louis Gill, économiste québécois

Vieillessement de la population et finances publiques. La «futurologie à rebours» de Pierre Fortin et Luc Godbout.

Étude publiée par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, janvier 2007, 30 pages.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 25 octobre 2007 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Louis Gill : gill.louis@uqam.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US , 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 23 décembre 2007 et revue le 11 mai 2021 à Chicoutimi, Québec, Canada.

Louis Gill
[économiste, retraité de l'UQAM.]

Vieillissement de la population et finances publiques.
La «futurologie à rebours» de Pierre Fortin et Luc Godbout.

Étude publiée par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, janvier 2007, 30 pages.

Table des matières

Introduction

Futurologie à rebours

1. Évolution de la situation financière, sans accumulation d'actifs dans le Fonds des générations
 - a. diminution du taux de croissance du PIB réel
 - b. hausse du taux de croissance des dépenses d'opérations
 - c. hausse du taux d'intérêt
 - d. hausse du taux d'inflation
2. Évolution de la situation financière, avec l'accumulation d'actifs dans le Fonds des générations

Des coûts prohibitifs, une marge de manœuvre minuscule

Rien de réglé par une réduction accélérée

La population induite en erreur

La propagande «translucide» des «lucides»

Comparer des comparables

Annexe

Louis Gill ¹

**Vieillissement de la population et finances publiques.
La «futurologie à rebours» de Pierre Fortin et Luc Godbout.**

Étude publiée par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, janvier 2007, 30 pages.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans un livre intitulé *Agir maintenant pour le Québec de demain*, publié en octobre 2006 pour marquer le premier anniversaire de la parution du manifeste *Pour un Québec lucide*, l'économiste Pierre Fortin et le fiscaliste Luc Godbout proposent une méthode inusitée au moyen de laquelle ils prétendent évaluer l'impact du vieillissement de la population sur l'équilibre des finances publiques ². Je rappelle qu'un argument central du manifeste *Pour un Québec lucide* est que le vieillissement de la population nous dirigerait vers une crise des finances publiques dont une solution incontournable serait le remboursement accéléré de la dette publique. Le but de cette étude est de porter un jugement sur la méthode utilisée par Fortin et Godbout pour apprécier l'impact du vieillissement de la population sur les revenus et les dépenses du gouvernement, et de montrer que la solution de l'impasse budgétaire vers laquelle nous nous dirigerions ne passe pas

¹ Auteur de *Rembourser la dette publique: la pire des hypothèses*, publié par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2006.

² Ouvrage collectif publié sous la direction de Luc Godbout aux Presses de l'Université Laval. La contribution de Pierre Fortin, intitulée « Les vingt-deux erreurs du manifeste Pour un Québec lucide », se trouve dans le chapitre 2 (p. 19-48), celle de Luc Godbout, intitulée « Des finances publiques sous haute tension », dans le chapitre 6 (p. 111-121). Les autres personnes qui ont contribué à l'ouvrage sont: Mario Albert, Pierre Beaulne, Josée Boileau, Claude Castonguay, Bernard Eue, Joseph Facal, Marcellin Joanis, Nicolas Marceau, Alain Noël et Pierre Paquette.

par le remboursement de la dette. Je fonde cette conclusion sur des prévisions de la situation financière du gouvernement dans 25 ans, sans réduction de la dette et avec réduction par l'accumulation d'actifs dans le Fonds des générations. L'analyse des résultats obtenus dans les deux cas permet de démontrer qu'une réduction, même fort élevée, de la dette ne permet de dégager qu'une marge de manoeuvre minuscule à un coût prohibitif, sur laquelle on ne saurait compter pour faire face à une hausse à prévoir des dépenses d'opérations et plus particulièrement des dépenses de santé. Ce n'est donc pas par la réduction de la dette qu'on peut espérer résoudre la crise des finances publiques appréhendée par les « lucides ». L'amélioration escomptée viendra, sans le coût prohibitif du remboursement, essentiellement d'une croissance du PIB supérieure à celle de la dette, et de la diminution conséquente du rapport du service de la dette aux revenus budgétaires. L'étude se termine par une critique de certains dogmes de la propagande « translucide »³ au sujet de la dette publique, au moyen de laquelle les « lucides » s'efforcent de gagner la population à leur point de vue.

Futurologie à rebours

[Retour à la table des matières](#)

Avec moins de personnes en âge de travailler et une plus forte proportion de personnes âgées, comme le prévoient les perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), écrivent Fortin et Godbout, le Québec connaîtra au cours des prochaines décennies, un ralentissement de la croissance économique, une chute des recettes fiscales et une explosion des dépenses de santé qui le précipiteront dans une impasse budgétaire. Ils estiment pouvoir illustrer l'ampleur de cette impasse par un calcul des revenus et des dépenses du gouvernement qui suppose que les données démographiques (population et structure d'âges) prévues par l'ISQ pour 2031 et 2051 s'appliqueraient aujourd'hui, sans aucune modification des autres

³ « *Qui laisse passer la lumière sans toutefois permettre de voir clairement les objets* » (définition des dictionnaires Larousse et Robert). Il va sans dire que l'expression « propagande translucide » est un euphémisme pour désigner ce qui est en réalité une désinformation nourrie de contre-vérités.

paramètres. Si la structure d'âges était, non pas celle d'aujourd'hui, mais celle que nous aurons dans 25 ans (en 2031), on verrait apparaître, écrit Fortin, un « trou » budgétaire d'environ 14 milliards dans le budget de 2006-2007 (*Agir...*, p. 20). Les évaluations de Godbout diffèrent quelque peu de celles de Fortin⁴, mais cela est secondaire. Il importe davantage de s'interroger sur la validité de la méthode, qu'on pourrait qualifier de « futurologie à rebours ».

En fait, ces résultats ne veulent strictement rien dire puisque la structure d'âges d'aujourd'hui n'est pas celle de 2031 ou 2051 et quand celles de 2031 et 2051 seront en vigueur, dans 25 et 45 ans, la structure productive ne sera plus la même. Quelle pertinence peut avoir une démarche fondée sur des hypothèses de population et de structure d'âges qui ne seront valides que dans 25 ou 45 ans, si on suppose par ailleurs que rien n'est changé quant aux autres paramètres ? Procédant de la même manière mais en interchangeant les variables, je pourrais tout aussi bien effectuer des calculs de revenus et de dépenses à partir des données démographiques actuelles, celles de 2006, mais en supposant que l'infrastructure de la production et le PIB qui en découle seraient ceux qu'on peut prévoir pour 2031 et 2051. Compte tenu de la hausse de la productivité qui n'aura pas manqué de se produire d'ici là, il est évident que j'arriverais dans ce cas à d'importants surplus budgétaires. Mais ce résultat serait tout aussi artificiel et dénué de fondements que celui auquel arrivent Fortin et Godbout. Quand 2031 et 2051 arriveront, nous aurons à faire face aux données démographiques de 2031 et 2051, qui seront plus ou moins voisines des prévisions actuelles de l'ISQ. Mais entre temps, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts. La structure productive de l'économie sera bien différente de celle de 2006, et il en sera par conséquent de même des données à la base de l'évaluation de la situation budgétaire.

Se rendant compte du caractère saugrenu de cette futurologie à rebours, Godbout s'efforce néanmoins, à travers beaucoup de louvoiements, de la justifier. Il admet que pour que ses résultats se concrétisent, « il *faudrait supposer que les gouvernements*

⁴ Établies par rapport à l'année 2004, elles sont de 11,2 milliards avec la structure d'âges de 2031 et de 20,5 milliards avec celle de 2051 (par inadvertance, les montants mentionnés par l'auteur dans le texte (11,6 et 15,2) ne concordent pas avec ceux des tableaux dont ils proviennent).

n'entreprennent aucune action pour infléchir les tendances escomptées », hypothèse dont il reconnaît qu'elle « *n'est pas réaliste* ». Toutefois, nous assure-t-il, « *l'exercice reste tout à fait pertinent, car malgré sa simplicité, il n'est pas simpliste pour autant* » (*idem*, p. 114). Une fois présentés les résultats chiffrés de l'exercice en question, il s'empresse d'en tempérer la portée:

Heureusement, le présent exercice ne tient pas compte des adaptations possibles de l'économie québécoise. Dans ce contexte, il est permis d'espérer que les effets du choc démographique seront moins grands, notamment si la productivité des entreprises s'améliore et si le taux d'activité des travailleurs augmente pour tous les groupes d'âge, y compris les 55 ans et plus (*idem*, p. 119).

Et, pourrait-on ajouter, si le taux de chômage diminue et qu'en conséquence le taux d'emploi augmente.

L'évolution de la richesse de la société, mesurée par le PIB réel par habitant, dépend en effet de trois facteurs (voir l'Annexe)

- la base démographique ou la portion de la population totale qui est en âge de travailler ;
- le taux d'emploi ou la portion de la population en âge de travailler qui a un emploi ;
- la productivité du travail, ou le rapport du PIB réel à la population qui a un emploi.

Le deuxième facteur qu'est le taux d'emploi (t_e) dépend lui-même :

- du taux d'activité (t_a), c'est-à-dire de la portion de la population active (employée ou en chômage) dans la population en âge de travailler ;
- de l'inverse du taux de chômage ($1 - t_c$), c'est-à-dire de la portion employée de la population active ;

il est le résultat du produit suivant : $t_e t_a (1 - t_c)$.

La prise en compte de l'ensemble des facteurs qui influencent l'évolution du PIB, et non du seul facteur démographique, aux fins de la prévision de la situation budgétaire des prochaines décennies est précisément la tâche à laquelle se livre l'économiste Mario Albert au chapitre 5 du même ouvrage⁵. Ayant rappelé que le facteur démographique a apporté au cours des 25 dernières années une contribution majeure de 0,9 point de pourcentage à la croissance annuelle du PIB réel, qui a été de 2,1% en moyenne entre 1981 et 2005, Albert écrit que la situation s'inversera au cours des années à venir, le facteur démographique devenant plutôt une source de diminution de la croissance. Si on ne considérait que ce facteur, souligne-t-il, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel du Québec chuterait régulièrement, selon les prévisions de Statistique Canada, à partir de son niveau moyen de 2,1% de 1981 à 2005, pour atteindre 0,7% en 2041-2050. Il serait de (*idem*, p. 97)

1,8% de 2006 à 2010,
1,3% de 2011 à 2020,
1,1% de 2021 à 2030,
0,9% de 2031 à 2040,
0,7% de 2041 à 2050.

Par contre, si on tient compte des « facteurs compensatoires », la situation se dédramatise nettement. Selon les prévisions officielles, le taux d'activité, augmentera de son niveau de 65,7% en 2001-2010 à 68% en 2021-2030 pour demeurer à ce niveau au cours des deux décennies suivantes. Le taux de chômage quant à lui chutera de son niveau moyen de 8,4% en 2001-2010 à 4,5% en 2021-2030 pour demeurer aussi à ce niveau au cours des deux décennies suivantes. Le

⁵ Mario Albert est sous-ministre adjoint, Secteur de la politique budgétaire et de l'économique, ministère des Finances du Québec. Son texte s'intitule « L'avenir des finances publiques du Québec face aux changements démographiques ». Il a été rédigé avec la collaboration de Nicolas Mazellier, Marc Sirois, Charles Duclos, Simon Bergeron, Michel Dionne, Brigitte Dufort, Sylvie Riopel et Geneviève Clément.

résultat combiné de ces deux évolutions sera donc une hausse du taux d'emploi. On prévoit enfin un accroissement de la productivité du travail, c'est-à-dire de la variation annuelle du PIB réel par travailleur détenant un emploi, de son niveau de 0,8% en 2001-2010 ⁶, à 1,2% en 2011-2020, 1,5% en 2021-2030, et 1,6% pour les deux décennies suivantes (*idem*, p. 97-101).

Sans inverser la tendance à la décroissance du PIB réel qui résulterait du déclin démographique, l'évolution prévue de ces facteurs compensatoires en diminuerait donc sensiblement l'ampleur. Le taux de croissance du PIB réel serait de (*idem*, p. 101) :

2,4% au lieu de 1,8% de 2006 à 2010,
2,0% au lieu de 1,3% de 2011 à 2020,
1,7% au lieu de 1,1% de 2021 à 2030,
1,6% au lieu de 0,9% de 2031 à 2040,
1,4% au lieu de 0,7% de 2041 à 2050.

D'aucuns rétorqueront que des prévisions de 2,4% pour 2006-2010 et 2% pour 2011-2020 sont trop optimistes. Dans les calculs qui suivent, j'utilise donc par prudence, comme hypothèse de départ, des taux de 2,1% pour 2006-2010 et 1,9% pour 2011-2020 et je conserve les autres taux pour les décennies suivantes.

1 - Évolution de la situation financière, sans accumulation d'actifs dans le Fonds des générations

[Retour à la table des matières](#)

Pour avoir une idée de la situation budgétaire qui prévaudra dans 25 ans ⁷, en 2031, en tenant compte des effets compensatoires, supposons donc que le PIB, de 277 milliards de dollars en 2005, augmentera en termes réels de 2,1% de 2006 à 2010, de 1,9% de 2011 à 2020, de 1,7% de 2021 à 2030 et de 1,6% de 2031 à 2040. Supposons aussi que le taux

⁶ 1,3% de 1997 à 2005, selon les chiffres de Statistique Canada publiés en janvier 2007.

⁷ Seul cet horizon sera considéré ici.

d'inflation annuel moyen sera de 2%. Le PIB atteindra ainsi 738,2 milliards en 2030 (voir le Tableau 1 ⁸). Supposons par ailleurs dans un premier temps qu'il n'y aura au cours de cette période aucune réduction de la dette totale, qui était de 118,2 milliards le 31 mars 2006, ni aucun versement dans le Fonds des générations ⁹, mais que la dette augmentera au contraire à un rythme comparable à celui des huit dernières années, de 2 milliards par année en termes réels, c'est-à-dire d'un montant nominal de 2 milliards la première année, de 2,04 milliards la deuxième année, de 2,08 la troisième année, etc. (le taux annuel d'inflation étant supposé égal à 2%). La dette totale atteindra ainsi 182,3 milliards à la fin de l'année 2030-2031. Malgré l'augmentation substantielle de la dette, son rapport au PIB, de 42,7% en 2005-2006, aura chuté à 25,3% en 2030-2031 en raison de la croissance plus forte du PIB ¹⁰. Si le taux d'intérêt sur la dette est supposé égal à 6,4% au cours de toute la période, le service de la dette, de 7,5 milliards en 2005-2006, atteindra 11,5 milliards en 2030-2031. Mais en pourcentage des revenus budgétaires, il aura chuté dans les mêmes proportions que la dette, passant de 13,5% à 8% ; on suppose ici que les revenus budgétaires représentent 20% du PIB tout au cours de la période, soit le pourcentage en vigueur en 2005-2006, et que la fiscalité n'est pas modifiée.

Supposons enfin que les dépenses d'opérations ou de programme, ou les dépenses excluant le service de la dette, augmenteront au rythme annuel de 4% au cours des 25 prochaines années. Parmi les dépenses d'opérations, il est prévu qu'en raison du vieillissement de la population, ce sont les dépenses de santé qui augmenteront le plus (plus de 5%

⁸ Les tableaux sont placés en annexe.

⁹ On sait qu'au lieu de procéder comme le gouvernement fédéral à un remboursement de sa dette en bonne et due forme, le gouvernement a opté, en mars 2006, en faveur de la création d'un « Fonds des générations » destiné à recevoir des versements annuels provenant de redevances sur l'eau et à accumuler des actifs. Il considère qu'il réduit ainsi sa dette parce qu'il détient par ailleurs un actif qui croît.

¹⁰ On constate par le fait même la futilité et le gaspillage de ressources de l'initiative du Fonds des générations créé par le gouvernement en mars 2006, dont l'objectif est de réduire le rapport de la dette au PIB à 25% dans vingt ans, en 2025-2026, au coût de 30 milliards. Sous les hypothèses réalistes considérées ici, cet objectif sera atteint six ans plus tard, en 2031-2032, sans aucun coût de remboursement comme on peut le constater au Tableau 1.

annuellement au cours des prochaines décennies). Il est par contre prévu que d'autres dépenses augmenteront à un rythme plus lent, de sorte que globalement, les dépenses d'opérations devraient augmenter à un rythme de l'ordre de 4% jusqu'en 2030 (*idem*, p. 107). Si elles augmentent à ce taux annuel de 4%, les dépenses d'opérations qui étaient de 48,9 milliards en 2005-2006 atteindront 130,4 milliards en 2030-2031. Le service de la dette prévu à la même date étant de 11,5 milliards, les dépenses budgétaires totales seront de 141,8 milliards, inférieures de 2,3 milliards (0,3% du PIE) aux revenus budgétaires prévus de 144,1 milliards à la même date (20% du PIB de 720,4 milliards)¹¹. Il va sans dire que ces résultats (un léger surplus budgétaire en 2030-2031), même s'ils s'appuient sur des hypothèses de croissance plausibles, doivent être considérés avec prudence. Mais il faut constater qu'ils sont fondamentalement différents de ceux auxquels mène la méthode de Fortin et Godbout.

Examinons maintenant ce qui arriverait dans les quatre éventualités suivantes une diminution du taux de croissance du PIB réel, une hausse du taux de croissance des dépenses d'opérations, une hausse du taux d'intérêt et une hausse du taux d'inflation.

a) diminution du taux de croissance du PIB réel

[Retour à la table des matières](#)

Faisons l'hypothèse que le PIB réel augmentera à un taux uniforme relativement faible de 1,7% pendant les 25 années et que le taux annuel d'inflation demeurera égal à 2%. Comme on le voit au Tableau 2, en 2030-2031 le PIB sera alors de 692,6 milliards et les revenus budgétaires seront de 138,5 milliards (20% du PIB). Si rien n'est changé par ailleurs quant au taux d'intérêt (6,4%) et aux taux annuels de croissance de la dette (2 milliards en termes réels) et des dépenses

¹¹ Les chiffres mentionnés dans le texte sont ceux qui sont affichés dans les tableaux. À cause des arrondissements à une décimale, ils peuvent parfois sembler ne pas concorder exactement. Notons par ailleurs que le déficit budgétaire de 0,6 milliards qui apparaît dans la plupart des tableaux pour l'année 2005-2006, au lieu du montant nul des prévisions gouvernementales, vient de ce que le service de la dette totale de 7,5 milliards comprend le service de la dette des organismes consolidés, alors que seul le service de la dette du gouvernement est pris en compte dans les dépenses budgétaires.

d'opérations (4%), le service de la dette et les dépenses d'opérations seront toujours respectivement de 11,5 et 130,4 milliards, de sorte que les dépenses budgétaires totales seront de 141,8 milliards et que le solde budgétaire sera un déficit de 3,3 milliards (0,5% du PIB de 692,6 milliards).

Ces résultats comme les précédents étaient prévisibles. Les dépenses d'opérations qui augmentent à un taux annuel de 4% constituent non seulement la part la plus importante des dépenses budgétaires, mais aussi une part croissante de ces dépenses dans la mesure où l'autre composante, le service de la dette, augmente au même rythme que celui de la dette, soit 2%. Si le taux de croissance moyen du PIB nominal, et par conséquent celui des revenus budgétaires (20% du PIB par hypothèse), est supérieur à 4%, on peut s'attendre à un surplus budgétaire croissant au fil des années. Inversement, on peut s'attendre à un déficit croissant si le taux de croissance annuel moyen du PIB nominal est inférieur à celui des dépenses d'opérations, un déficit qui sera d'autant plus élevé que l'écart entre les deux taux sera plus grand.

Si on ne considérait que le facteur démographique et qu'on négligeait les facteurs compensatoires (hausse de la productivité et hausse du taux d'emploi résultant d'une hausse du taux d'activité et d'une baisse du taux de chômage), que le taux de croissance prévu du PIB réel était ainsi de 1,8%, 1,3%, 1,1% et 0,9% pour 2006-2010, 2011-2020, 2021-2030 et 2031-2040 respectivement, comme nous l'avons vu plus tôt, et que les autres paramètres étaient inchangés, nous aurions alors un déficit budgétaire qui croîtrait d'année en année pour atteindre 15,7 milliards en 2030-2031 (voir le Tableau 3). Ce montant est comparable à celui du « trou budgétaire » de 14 milliards qu'obtient Fortin pour l'année 2006-2007 en transposant en 2006 la structure d'âges de 2031. Il en diffère par contre du simple au double en pourcentage du PIB. Les 15,7 milliards auxquels nous venons d'arriver représentent 2,5% du PIB de 631 milliards atteint en 2031 avec les taux de croissance mentionnés, alors que les 14 milliards évalués par Fortin représentent 5% d'un PIB de quelque 285 milliards en 2006. Mais, même si ce résultat hypothétique d'un déficit de 15,7 milliards en 2030-2031 est deux fois moins dramatique en termes relatifs que celui de 14 milliards que Fortin évalue pour 2006-2007, il est tout aussi dénué de fondement dans la mesure où il suppose que rien ne changera au

cours des 25 prochaines années quant à la capacité productive de l'économie.

b) hausse du taux de croissance des dépenses d'opérations

[Retour à la table des matières](#)

Portons maintenant à 5%, au lieu de 4%, le taux de croissance annuel des dépenses d'opérations et maintenons par ailleurs toutes les hypothèses du cas considéré au départ. Le montant des revenus budgétaires de 2030-2031 est celui qui a été établi plus tôt, soit 144,1 milliards, de même que celui du service de la dette, 11,5 milliards. Mais les dépenses d'opérations atteignent désormais 165,6 milliards, d'où un déficit budgétaire de 33 milliards, représentant 4,6% du PIB de 720,4 milliards (voir le Tableau 4). Ce déficit atteindrait 38,6 milliards, soit 5,6% du PIB de 692,6 milliards, si le taux annuel de croissance du PIB nominal était de 1,7% pendant toute la période de 25 ans, comme dans l'hypothèse considérée au paragraphe a). Il faut constater toutefois que, dans ce dernier cas, tant l'hypothèse de la croissance du PIB nominal que celle de la croissance des dépenses d'opérations sont des hypothèses extrêmes, et que même une réduction annuelle élevée de la dette n'y changerait pas grand chose.

c) hausse du taux d'intérêt

Si le taux d'intérêt augmente, par exemple à 8%, et que tous les autres paramètres demeurent inchangés, seul le service de la dette augmente. Si ce changement intervenait par hypothèse instantanément, ce qui est bien sur exclu, le service de la dette totale de 2006-2007 augmenterait de 1,9 milliard, de 7,6 à 9,5. En 2030-2031, il serait de 14,3 milliards, soit 2,8 milliards de plus que si le taux était de 6,4%. Le solde budgétaire serait un déficit de 0,6 milliard (0,1% du PIB) (voir le Tableau 5). Rappelons que ce surplus était de 2,3 milliards ou 0,3% du PIB avec un taux d'intérêt de 6,4%. Sans la minimiser, cette réduction n'a rien pour soulever l'alarmisme qui accompagne chaque évocation d'une éventuelle hausse des taux d'intérêt ¹², dont les effets ne se

¹² Voir en particulier le texte de Fortin (*idem*, p. 30).

manifesteraient de toute façon que sur une longue période. Et si on examine les choses en termes de marge de manoeuvre, on constate qu'en dépit de l'augmentation de la dette sur toute la période de 25 ans et d'une hausse du taux d'intérêt, le pourcentage du budget affecté au paiement des intérêts sur la dette chute de 16,8% en 2005-2006 à 9,9% en 2030-2031.

d) hausse du taux d'inflation

[Retour à la table des matières](#)

Si le risque que ferait peser une hausse du taux d'intérêt sur l'équilibre budgétaire est souvent brandi comme un spectre pour tenter de convaincre la population de la nécessité de réduire la dette, on entend beaucoup moins souvent parler de l'effet inverse qu'aurait une hausse du taux d'inflation. Supposons, pour illustrer cet effet, une hausse très modeste d'un demi-point de pourcentage et portons ainsi le taux d'inflation à 2,5%, ce qui a pour conséquence une hausse du taux de croissance du PIB nominal et une diminution du poids relatif de la dette par rapport au PIB. Comme nous avons supposé jusqu'ici que la dette augmentait en termes réels de 2 milliards par année, et par conséquent que son taux d'accroissement annuel était égal au taux d'inflation, portons également ce taux de croissance à 2,5%. Ainsi, le PIB nominal atteindra 814,1 milliards en 2030-2031, la dette, 186,5 milliards et le service de la dette, 11,7 milliards à un taux d'intérêt de 6,4% (voir le Tableau 6). Les dépenses d'opérations étant de 130,4 milliards, les dépenses totales seront de 142,1 milliards, inférieures de 20,7 milliards (2,5% du PIB) aux revenus budgétaires de 162,8 milliards (20% du PIB). On constate qu'une hausse d'un seul demi-point de pourcentage du taux d'inflation aurait donc une incidence positive beaucoup plus forte sur l'équilibre budgétaire et le rapport de la dette au PIB que l'incidence négative sur les mêmes variables d'une hausse d'un point et demi du taux d'intérêt.

2 - Évolution de la situation financière, avec l'accumulation d'actifs dans le Fonds des générations

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les éventualités considérées jusqu'ici l'ont été dans l'hypothèse où la dette, non seulement n'était pas réduite mais augmentait, et qu'aucun versement n'était fait dans le Fonds des générations. Supposons maintenant que la dette augmente toujours au même taux, celui de l'inflation, pour atteindre 182,3 milliards en 2030-2031, mais que l'effet net de cette augmentation est réduit par le biais de versements effectués dans le Fonds des générations. Avec un versement initial de 500 millions (0,5 milliard) en 2006-2007, qui augmente de 2% par année par la suite, c'est-à-dire au rythme de l'inflation toujours supposé égal à 2%, l'actif du Fonds atteindra 41,9 milliards dans 25 ans (voir le Tableau 7) si on suppose qu'il s'accumule au taux de rendement annuel moyen de 7,7%. Ce taux, évoqué par le ministère des Finances dans son document *Le Fonds des générations* rendu public en mars 2006 (p. 35), est celui qui est prévu dans l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) pour les 20 prochaines années. Sur papier, la dette du gouvernement à la fin de 2030-2031 sera ainsi diminuée du montant de l'actif du Fonds à la même date pour s'établir à 140,4 milliards (182,1 - 41,9), soit 19,5% du PIB qui sera alors de 720,4 milliards si on suppose les mêmes taux de croissance que précédemment. Cette mesure de la dette correspond à la nouvelle définition que le gouvernement donne de sa dette totale depuis la création du Fonds des générations en mars 2006. Le service annuel de la dette est aussi redéfini comme étant égal au service de la dette totale calculé au taux d'intérêt en vigueur (supposé ici de 6,4%), diminué du rendement sur l'actif du Fonds (supposé ici de 7,7%). En 2030-2031 par exemple, le service de la dette sera de :

$$(179,0 \times 0,064) - (38,1 \times 0,077) = 11,46 - 2,94 = 8,52$$

où 179,0 et 38,1 milliards sont respectivement les montants de la dette et de l'actif du Fonds à la fin de l'année précédente (voir le Tableau 7) ¹³ Les autres résultats qui apparaissent au Tableau 7 sont obtenus à partir des mêmes hypothèses qu'auparavant quant à la croissance des dépenses d'opérations et aux revenus budgétaires. Pour résumer, dans 25 ans la dette serait de 140,4 milliards, son rapport au PIB de 19,5%, le service de la dette serait de 8,5 milliards (5,9% des revenus budgétaires) et le solde budgétaire de 5,2 milliards (0,7% du PIB).

Comparons ces résultats avec ceux que nous avons obtenus précédemment avec les mêmes paramètres, mais sans accumulation d'actifs dans le Fonds des générations (voir le Tableau 1). La dette était de 182,3 milliards, son rapport au PIB de 25,3%, le service de la dette, de 11,5 milliards (8% des revenus budgétaires) et le solde budgétaire, de 2,3 milliards (0,3% du PIB).

Nous constatons que le rapport de la dette au PIB, à partir de son niveau de 42,7% en 2005-2006, est réduit de 23,2 points de pourcentage, à 19,5%, avec l'accumulation de l'actif du Fonds des générations, mais que 75% de cette réduction, soit 17,4 points de pourcentage (la différence entre 42,7% et 25,3%), découlent de la seule croissance du PIB, sans réduction de la dette. Il en est *grosso modo* de même pour le rapport du service de la dette au PIB.

« *C'est seulement dans les fables que les tortues gagnent les courses* », écrit pourtant Fortin (*idem*, p. 34) en soutenant que la réduction du rapport de la dette au PIB attribuable à la croissance du PIB serait beaucoup trop lente si on renonçait à réduire la dette. Les résultats obtenus ici tendent plutôt à démontrer que le lièvre des « lucides » est en fait la vraie tortue de la fable de Fortin.

¹³ Les montants de la dette et de l'actif du Fonds des générations qui sont inscrits pour une année sont les montants en vigueur à la fin de l'année financière, soit le 31 mars. Ils sont aussi par le fait même les montants en vigueur au début de l'année suivante, c'est-à-dire ceux à partir desquels le service de la dette, ainsi que le rendement du Fonds de l'année suivante sont calculés. L'actif du Fonds à la fin d'une année est donc la somme de l'actif de l'année précédente, du rendement sur l'actif en début d'année et du versement de l'année.

Des coûts prohibitifs, une marge de manoeuvre minuscule

[Retour à la table des matières](#)

Du point de vue de l'évolution à prévoir de l'état des finances publiques, c'est le montant du service de la dette qui nous intéresse surtout; sa réduction par la réduction de la dette est présentée par les « lucides » comme essentielle à la reconstitution de la marge de manoeuvre budgétaire du gouvernement. Comme on le vérifie à partir des Tableaux 1 et 7, l'accumulation d'actifs dans le Fonds des générations et la réduction de la dette qui s'ensuit permettent de réduire de 3 milliards le service de la dette de l'année 2030-2031, qui est de 11,5 milliards sans accumulation (Tableau 1) et 8,5 milliards avec accumulation (Tableau 7). Mais l'économie de 3 milliards découlant de la réduction de la dette doit être évaluée par rapport au coût de cette réduction. Or, on constate au Tableau 7 que ce coût de la réduction de la dette, ou d'accroissement de l'actif du Fonds, est de 3,8 milliards ¹⁴, soit 800 millions de plus que l'économie réalisée. Et on peut vérifier qu'il en est de même pour chaque année. Pour l'année 2020-2021 par exemple, l'économie est de 1 milliard, soit la différence entre 9,6 milliards sans réduction de la dette (Tableau 1) et 8,6 avec réduction de la dette (Tableau 7). Pour la même année, le coût de la réduction de la dette est de 1,7 milliard, soit 700 millions de plus que l'économie, etc. Sur la période de 25 ans, l'économie globale de frais d'intérêt est de 25,8 milliards, alors que le coût global est de 41,9 milliards, soit un coût net

¹⁴ Le montant de 3,8 milliards est la valeur de l'accroissement de l'actif du Fonds des générations entre 2029-2030 (38,1 milliards) et 2030-2031 (41,9 milliards). Il est aussi, cela va de soi, égal à la somme des deux sources de cet accroissement, le rendement sur l'actif de 2029-2030 à 7,7%, soit 2,94 milliards, et le versement annuel de 0,8 milliard (aux arrondis près). À première vue, seul le versement annuel a l'apparence d'un coût, le rendement sur l'actif ayant l'apparence d'un revenu. En fait, l'un comme l'autre est à la fois un revenu et un coût. Le versement annuel provient d'un revenu de taxation qui est une redevance sur l'eau. Le rendement est un revenu provenant de la fructification d'un placement. Dès lors qu'ils sont l'un comme l'autre investis dans l'accroissement du Fonds des générations et non investis ou dépensés ailleurs, ils sont tous deux, au même titre, une dépense réalisée aux fins de l'accroissement du Fonds, donc de la réduction de la dette, et représentent conjointement le coût de cette réduction.

de 16,1 milliards. Étonnamment, ces coûts ne sont jamais pris en compte dans les calculs des « lucides » qui ne voudraient voir que des effets positifs dans la réduction de la dette.

Que peut-on attendre par ailleurs, aux fins de l'équilibrage des finances publiques, de cette marge de manoeuvre dont le coût est supérieur à sa propre valeur ? Pour l'année 2030-2031 par exemple, comme nous venons de le voir, cette marge découlant de la réduction de la dette sera de 3 milliards. Mais au même moment, les dépenses d'opérations, selon notre hypothèse de croissance de 4% par année, auront atteint 130,4 milliards. Elles auront donc augmenté de 81,5 milliards depuis 2005-2006 (de 48,9 en 2005-2006 à 130,4 milliards en 2030-2031). Si cette énorme augmentation peut être financée et laisser par ailleurs un surplus budgétaire de 5,2 milliards dans le cas considéré actuellement (illustré au Tableau 7), ce n'est évidemment pas grâce à cette minuscule marge de manoeuvre de 3 milliards (2% des dépenses totales) qui découle de la réduction de la dette, mais grâce à la croissance du PIB qui aura fait bondir les revenus budgétaires à 144,1 milliards. Il suffit d'ailleurs que le taux de croissance du PIB diminue à 1,7% pour que le surplus budgétaire de 5,2 milliards en 2030-2031 se transforme en un déficit de 0,4 milliard (voir le Tableau 8). La situation serait encore pire, il va sans dire, avec un taux de croissance plus élevé des dépenses d'opérations ou avec un taux d'intérêt plus élevé. Et elle serait moins grave avec un taux d'inflation légèrement supérieur, comme nous l'avons vu dans la section précédente.

Rien de réglé par une réduction accélérée

[Retour à la table des matières](#)

Voyons maintenant ce qui arriverait si le montant du versement annuel dans le Fonds des générations était quadruplé, de 0,5 à 2 milliards, ce qui serait un montant remarquablement élevé pour le Québec, a fortiori pour un Québec à court de fonds. Deux milliards pour le Québec équivalent en effet grosso *modo* à 9 milliards pour le Canada, compte tenu des poids relatifs des deux économies. Or, 9 milliards est le montant de la réduction annuelle moyenne de la dette fédérale (81 milliards en neuf ans) de 1997-1998 à 2005-2006, et le gouvernement

du Canada n'a pu la réaliser que grâce à des surplus jugés exorbitants. Maintenons, pour mesurer l'ampleur de cette augmentation, les valeurs des autres paramètres aux niveaux considérés jusqu'ici. Nous vérifions au Tableau 9 que l'actif du Fonds des générations atteindrait 167,5 milliards en 2030-2031 et que son rendement pour cette même année, 11,75 milliards, serait du même ordre que l'intérêt sur la dette de 182,3 milliards à un taux de 6,4%, de sorte que le service de la dette serait à toutes fins utiles nul. Sans réduction de la dette, rappelons-le, le service de la dette serait de 11,5 milliards. Avec réduction de la dette par le biais de versements dans le Fonds des générations, il aurait été réduit à zéro, voire à un montant net négatif de 0,3 milliard. Il s'ensuit que la réduction de la dette libère dans ce cas-ci une marge de manoeuvre de 11,8 milliards pour l'année 2030-2031, en gros quatre fois celle que nous avons obtenue plus tôt, ce qui n'est pas inattendu dans la mesure où les versements annuels au Fonds des générations sont quatre fois ce qu'ils étaient dans le cas précédent. Ici encore cependant, l'économie de 11,8 milliards découlant de la réduction de la dette est inférieure au coût de cette réduction, qui est de 15 milliards pour la même année. Globalement, sur les 25 années, l'économie est de 103,4 milliards, et le coût, de 167,5 milliards, soit un coût net de 64,1 milliards, quatre fois le coût net obtenu plus tôt comme on pouvait s'y attendre. Quadruplée par rapport au cas précédent, cette marge de manoeuvre demeure toutefois modeste par rapport à l'augmentation de 81,5 milliards des dépenses d'opérations, qu'elle ne pourra que marginalement compenser.

Ces faits échappent totalement à la futurologie à rebours de Fortin qui évoque la nécessité d'un actif accumulé de 200 milliards dans le Fonds des générations (*idem*, p. 34) pour financer, à un taux de rendement de 7%, son « trou » budgétaire de 14 milliards calculé pour 2006 avec la structure d'âges de 2031, sans dire d'où pourrait bien venir cet actif en 2006 ni ce qu'il aurait coûté. Il va de soi que s'il s'agit de l'actif qui sera accumulé dans 25 ans, en 2031, le « trou » de 14 milliards de 2006 ne saurait être purement et simplement transposé en 2031, de sorte que rien ne peut alors être dit quant à la marge de manoeuvre à prévoir dans 25 ans. En somme, l'illustration de Fortin n'est que de la poudre aux yeux.

Examinons pour terminer deux cas de croissance de l'actif du Fonds des générations à un taux de rendement relativement élevé de 9%, qui est en gros le taux de rendement annuel moyen réalisé par la Caisse de

dépôt et placement entre 1995 et 2005. Le Tableau 10 illustre ce cas avec un versement initial de 0,5 milliard, croissant annuellement de 2%. Le service de la dette étant de 7,4 milliards en 2030-2031 sous ces hypothèses, soit en gros le même montant qu'en 2005-2006, la marge de manoeuvre serait donc ici encore une marge modeste de 4,1 milliards (11,5 - 7,4), inférieure au coût de quelque 5 milliards de la réduction correspondante de la dette. Le Tableau II présente le dernier cas, celui d'un versement au Fonds des générations dont le montant est quatre fois celui du cas précédent, soit 2 milliards au lieu de 0,5 pour la première année. On vérifie que la marge de manoeuvre libérée en 2030-2031 par cette réduction de la dette est alors de 16,4 milliards (11,5 + 4,9), quatre fois la marge de manoeuvre du cas précédent, mais toujours inférieure au coût de la réduction de la dette (19,5 milliards) qui lui donne lieu. Même si ce dernier cas est un cas extrême en raison du taux de rendement et des versements élevés qui le caractérisent, on constate que la marge de manoeuvre, de 11% des revenus budgétaires, qui en découle est toujours loin de résoudre l'impasse budgétaire qui résulterait d'une forte hausse des dépenses d'opérations.

La population induite en erreur

[Retour à la table des matières](#)

Au début de ce texte, j'ai rappelé qu'un argument central du manifeste *Pour un Québec lucide* est que le vieillissement de la population nous dirigerait vers une crise des finances publiques dont une solution incontournable serait le remboursement accéléré de la dette publique. Depuis la publication de ce manifeste en octobre 2006, ce thème a été repris sur toutes les tribunes par ses signataires et endosseurs.

Le déclin démographique et le vieillissement de la population sont incontestablement des réalités auxquelles nous faisons face. Dans l'appréciation de leur gravité et dans l'évaluation de leurs conséquences toutefois, il faut se garder de sombrer dans l'alarmisme et surtout s'abstenir de recourir à des méthodes de calcul irrecevables qu'on tenterait d'accréditer sous de fausses apparences de scientificité. Comme on l'a vu, l'approche que j'ai utilisée ici mène à des conclusions opposées à celles de Fortin et Godbout quant à l'inévitable crise des

finances publiques qui serait devant nous. Même si j'espère avoir démontré que cette approche repose sur des hypothèses raisonnables, il va sans dire que ses résultats, portant sur le long terme, doivent être considérés avec prudence. L'un d'eux toutefois ne saurait laisser aucun doute: *Une réduction, même fort élevée, de la dette ne permet de dégager qu'une marge de manoeuvre minuscule à un coût prohibitif, sur laquelle on ne saurait compter pour faire face à une hausse à prévoir des dépenses d'opérations. Ce n'est donc pas par la réduction de la dette qu'on peut espérer résoudre la crise appréhendée des finances publiques. L'amélioration escomptée viendra, sans le coût prohibitif du remboursement, essentiellement d'une croissance du PIB supérieure à celle de la dette, et de la diminution consécutive du rapport du service de la dette aux revenus budgétaires.*

Les « lucides » induisent donc la population en erreur lorsqu'ils soutiennent que la solution incontournable de la crise des finances publiques qu'ils annoncent serait le remboursement, accéléré ou non, de la dette publique. Non seulement une telle réduction ne fournirait-elle nullement la marge de manoeuvre budgétaire au nom de laquelle on tente de la justifier, mais les économies résultant de cette réduction (la diminution du service de la dette) seraient largement inférieures à son coût, tant annuellement que globalement sur l'horizon de 25 ans considéré. Les « lucides » induisent tout autant la population en erreur lorsqu'ils invoquent l'équité entre les générations pour justifier le captage futile de ressources rares aux fins de la réduction de la dette. D'une part parce que cette privation actuelle, comme nous venons de le voir, n'est pas le moyen par lequel les générations futures pourront financer les dépenses de demain. D'autre part parce que chaque dollar consacré au remboursement de la dette est un dollar en moins pour les investissements publics actuels, dont profiteront tant les générations futures que la génération actuelle : le meilleur legs à offrir aux générations futures consiste dans les investissements réalisés maintenant, en éducation, en santé, dans les infrastructures, fondements de la productivité si essentielle à la croissance du PIB et par conséquent de la richesse actuelle et future.

En somme, non seulement la réduction de la dette ne crée pas la marge de manoeuvre souhaitée et ne prépare pas favorablement l'avenir, mais elle met cet avenir en péril par faute des investissements nécessaires à l'accroissement de la productivité. S'abstenir d'investir

aujourd'hui soi-disant pour être mieux en mesure de faire face aux défis de demain est un trompe-l'oeil et une dangereuse erreur de jugement. Prenons l'exemple des quelque 900 millions de dollars provenant de la vente de filiales d'Hydro-Québec (principalement sa filiale Transelec au Chili), dont 500 ont été placés dans le Fonds des générations alors que les universités crient famine, affligées qu'elles sont d'un déficit annuel de plus de 100 millions, et ne cessent de réclamer un réinvestissement annuel global de 375 millions dans le réseau pour le mettre au niveau des universités canadiennes. Pourtant, qu'y a-t-il de plus important que le développement et la diffusion du savoir pour jeter les bases de la productivité de demain ? Comment prendre les « lucides » au sérieux lorsqu'ils multiplient les déclarations quant à l'urgence d'investir en éducation et qu'ils applaudissent aux 500 millions versés dans le Fonds des générations ?

La propagande « translucide » des « lucides »

[Retour à la table des matières](#)

Déterminés à faire passer leur message mal reçu par une population qu'ils considèrent avec condescendance comme obstinée à ne pas vouloir comprendre ce qui est bon pour elle, irrémédiablement opposée au changement et sous l'emprise néfaste des meneurs d'opinion syndicaux qui monopoliseraient les débats publics, les « lucides » n'hésitent pas à recourir à une propagande qu'on peut, par euphémisme et par souci de demeurer dans la même famille d'adjectifs, qualifier de « translucide » (qui *laisse passer la lumière sans toutefois permettre de voir clairement les objets*), mais qui est en réalité une désinformation pure et simple nourrie de contre-vérités, quant à l'origine de la dette, à son contenu, au coût de son financement et à son poids relatif. Us répètent en particulier sans répit les quatre dogmes suivants qui sont véhiculés dans le public comme des vérités incontestables

- l'augmentation de la dette depuis 1970 serait essentiellement attribuable à des excès de dépenses courantes, appelées « dépenses d'épicerie » ;

- la dette actuelle attribuée aux déficits cumulés découlant de ces excès de « dépenses d'épicerie » représenterait 75% de la dette nette, les immobilisations ne comptant que pour 25% ;
- les frais d'intérêts versés chaque année sur la dette seraient de 7 milliards de dollars ;
- la dette du Québec aurait atteint un niveau prohibitif et serait parmi les plus élevées du monde industrialisé.

Pour ce qui est de l'augmentation de la dette, on vérifie au contraire que 42% de cette augmentation, de 1970 à 1998, découlent de la prise en compte, graduelle d'abord, puis intégrale en 1998, des engagements du gouvernement à l'égard des régimes de retraite du secteur public. Les taux d'intérêt élevés des années 1980 et 1990 ont aussi contribué à cet accroissement, de même que leur niveau supérieur au taux de croissance du PIB a favorisé la hausse du rapport de la dette au PIB.

Il faut également tenir compte de ce que jusqu'à la réforme comptable de 1998, les dépenses d'immobilisations étaient comptabilisées comme des dépenses courantes. Une part significative de la dette attribuée aux déficits cumulés de près de trois décennies doit donc être comptabilisée, non pas comme une dette découlant des « dépenses d'épicerie », mais comme une dette découlant de l'acquisition d'immobilisations. La méthode comptable introduite en 1998 biaise entièrement cette prise en compte en comptabilisant le « solde non amorti » des immobilisations, en lieu et place du « solde non remboursé » de la dette contractée pour acquérir ces immobilisations, ce qui a pour effet de transformer graduellement en dette attribuée aux « dépenses d'épicerie », la dette ayant une contrepartie sous la forme d'actifs matériels.

Quant aux véritables frais annuels d'intérêts payés sur la dette, il est clair qu'ils se limitent aux intérêts sur les titres de la dette réelle, désignée comme la « dette directe » (84 des 118 milliards de la « dette totale » du gouvernement), qui consiste dans les titres émis sur les marchés. L'autre composante du service de la dette comptabilisée dans les dépenses budgétaires est la dépense d'intérêts que le gouvernement impute à ses engagements envers les régimes de retraite (34 des 114 milliards de la « dette totale »). Or, cette dépense est une dépense fictive, une simple inscription comptable, qui est compensée dans les

opérations non budgétaires par un montant égal de signe contraire. Elle ne génère en conséquence pas de besoins financiers et n'entraîne pas de sortie de fonds. Ce sont donc 4 milliards d'intérêts et non 7 qui sortent des coffres du gouvernement chaque année pour payer ses créanciers.

Mais cela n'empêche pas les chantages du remboursement de la dette de répéter à satiété que la totalité du montant de 91 milliards inscrit sous la rubrique « dette représentant les déficits cumulés » représente effectivement des déficits qui se sont accumulés au fil des années aux seules fins de financer les « dépenses d'épicerie ». Et de répéter à satiété également que des frais annuels d'intérêt de 7 milliards, portant sur l'ensemble de la dette et non sur les seuls titres émis sur le marché, doivent être payés et grèvent ainsi nos ressources financières d'autant. Fortin notamment colporte sans vergogne ces contre-vérités dans ses textes et déclarations. Sa contribution au livre cité dans cette étude en est truffée.

Comparer des comparables

[Retour à la table des matières](#)

Pour ce qui est de la taille de la dette, la condition essentielle de toute comparaison nationale ou internationale est de comparer des comparables. Il est donc utile de rappeler qu'il faut d'abord distinguer la dette totale ou dette brute du gouvernement (118 milliards à la fin de 2005-2006), qui est la somme de la dette directe (84 milliards) et du passif net au titre des régimes de retraite (34 milliards)¹⁵, de la dette nette (104 milliards), obtenue de la dette brute en soustrayant la valeur des actifs financiers du gouvernement (14 milliards). La dette attribuée aux déficits cumulés (91 milliards) est obtenue, comme nous venons de le voir, en retranchant de la dette nette le « solde non amorti » des immobilisations (13 milliards). Au Québec, le rapport de la dette totale au PIB est la mesure de référence courante. En créant le Fonds des générations notamment, le gouvernement s'est donné comme cible de réduire le rapport de la dette totale au PIB de 42,7% en 2005-2006 à 25% en 2025-2026. Au Canada, c'est la dette attribuée aux déficits cumulés, désignée comme la « dette fédérale », qui est la cible de

¹⁵ Dont on soustrait l'actif, pour l'instant négligeable, du Fonds des générations.

référence. La réduction de 81 milliards en neuf ans, de 563 milliards en 1996-1997 à 482 milliards en 2005-2006, est la réduction de la dette attribuée aux déficits cumulés et non la réduction de la dette totale. Au cours de cette période, on a donc vu diminuer de 68,4% à 35,1% le rapport au PIB, non pas de la dette totale, mais de la dette attribuée aux déficits cumulés. Cette réduction, il vaut la peine de le souligner est due à 82% à la croissance du PIB et à 18% seulement au remboursement de la dette.

Il va de soi que si on compare le rapport de la dette totale du Québec à son PIB (42,7% à la fin de 2006) au rapport de la dette attribuée aux déficits cumulés du Canada à son PIB (35,1% à la même date), le Canada apparaît comme moins endetté que le Québec. Mais on compare alors des incomparables, soit deux mesures différentes de la dette. Si on compare le rapport au PIB de la dette attribuée aux déficits cumulés du Québec (qui est de 91 milliards à la fin de 2006) au même rapport pour le Canada, on constate qu'à 33% il lui est inférieur de 2 points de pourcentage. Il en est de même du rapport de la dette totale au PIB qui est de 45% pour le Canada, deux points au-dessus des 42,7% du Québec.

Il faut par ailleurs distinguer la dette totale du gouvernement du Québec (118 milliards à la fin de 2005-2006) de la dette totale du secteur public (186 milliards à la même date) qui comprend, en plus de la dette totale du gouvernement, la dette des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux (13 milliards), la dette d'Hydro-Québec (32 milliards), la dette des autres entreprises du gouvernement (4 milliards) et la dette des municipalités et organismes municipaux (18 milliards).

Aux fins des comparaisons internationales, l'OCDE utilise les mesures de la dette brute et de la dette nette de l'ensemble des administrations publiques des pays membres. Si on veut mesurer ces montants pour le Québec, qui n'est pas un pays et pour lequel l'OCDE ne publie pas de statistiques, il faut d'abord, pour que les données utilisées soient conformes à celles de l'OCDE, soustraire de la dette totale (118 milliards) les engagements envers les régimes de retraite (34 milliards) et ne considérer ainsi que la dette directe (84 milliards), parce que la plupart des pays membres ne comptabilisent pas de tels engagements. Il faut ajouter à la dette directe de 84 milliards du gouvernement, la dette des réseaux de l'éducation, de la santé et des

services sociaux (13 milliards) et celle des municipalités et organismes municipaux (18 milliards). Il faut par ailleurs ajouter la part du Québec dans la dette directe du Canada (désignée comme la « dette non échue » ou « dette contractée sur les marchés »), soit 20% de 430 milliards à la même date, ou 86 milliards. Le montant de 201 milliards ainsi obtenu est celui de la dette brute de l'ensemble des administrations publiques du Québec. Il représente 73% du PIB de 277 milliards, soit cinq points de pourcentage sous la moyenne des pays de l'OCDE qui est de 78% pour 2005 ¹⁶.

Pour le calcul de la dette nette de l'ensemble des administrations publiques, il faut retrancher de la dette brute de 201 milliards, les actifs financiers du gouvernement du Québec (14 milliards), ceux des administrations locales (3 milliards), 20% des actifs financiers du gouvernement du Canada (20 milliards) ¹⁷ et les actifs du Régime des rentes du Québec (23 milliards). Le montant de la dette nette de l'ensemble des administrations publiques est ainsi de 141 milliards ou 51% du PIB, cinq points au-dessus de la moyenne de l'OCDE qui est de 46% la même année ¹⁸. Ce chiffre relativise donc nettement les descriptions alarmistes de l'endettement du Québec que présentent les « lucides ».

On trouve un exemple de cet alarmisme dans le texte de Fortin déjà cité (*idem*, p. 28-32). Voulant corriger une erreur « solidaire », il en aligne plus d'une dans son évaluation de la dette de l'ensemble des administrations publiques en se réclamant de la méthode de l'OCDE. Dans son calcul de la dette (brute) de l'ensemble des administrations publiques du Québec, il établit la part du Québec dans la dette du gouvernement fédéral comme étant égale à 20% de la dette attribuée aux déficits cumulés, c'est-à-dire de la « dette fédérale », dont le montant était de 484 milliards à fin de mars 2006 ¹⁹. Or, la « dette fédérale » est une composante de la dette nette du gouvernement du Canada et non de sa dette brute. Additionner des éléments de la dette

¹⁶ *Perspectives économiques de l'OCDE*, juin 2006, p. 250.

¹⁷ Si on impute au gouvernement du Québec 20% de la dette du gouvernement du Canada, il va de soi qu'on doit également lui reconnaître une part de 20% de ses actifs financiers.

¹⁸ *Idem*, p. 231.

¹⁹ Avant le réajustement de septembre 2006 qui l'a établie à 481,5 milliards.

nette à ceux de la dette brute pour calculer une dette brute est ce qu'on appelle en langage de tous les jours additionner des pommes et des oranges. Ceci amène Fortin à un montant supérieur de 11 milliards à celui qui a été calculé plus haut pour la part du Québec dans la dette du Canada, puisque la « dette fédérale » de 484 milliards est supérieure à la « dette non échue » ou « dette contractée sur les marchés » de 430 milliards (l'équivalent de la dette directe du Québec) qui doit être utilisée. Il omet de plus de soustraire les engagements envers les régimes de retraite (*34 milliards*), *élément pourtant fondamental dans la comparaison avec les chiffres de l'OCDE. Son évaluation de la dette de l'ensemble des administrations publiques du Québec est donc de 241 milliards ou 90% du PIB, substantiellement supérieure aux 201 milliards ou 73% du PIB auxquels nous sommes parvenus. On constate que la dramatisation de la situation à laquelle mènent ici les chiffres de Fortin repose sur les calculs douteux de celui qui s'institue pourtant en correcteur d'erreurs.*

* * *

Fort heureusement, tout semble indiquer que la population du Québec refuse de se laisser berner par la propagande des « lucides » qui, comme j'ai voulu le montrer dans cette étude, relève davantage de la démagogie et de l'affirmation gratuite qu'elle ne s'appuie sur des fondements solides.

Annexe

Évolution du PIB par habitant en fonction de la productivité, du taux d'emploi et de la base démographique

[Retour à la table des matières](#)

Population totale

Population en âge de travailler ou population de 15 à 64 ans (pop. 15-64)
--

Population active

Population employée = $(1 - t_c)$ (pop. active)	Population en chômage = t_c (pop. active)
--	--

$\frac{\text{Population en âge de travailler}}{\text{Population totale}}$	= Base démographique
---	----------------------

$\frac{\text{Population active}}{\text{Population en âge de travailler}}$	= taux d'activité (t_a)
---	-----------------------------

$\frac{\text{Population en chômage}}{\text{Population active}}$	= taux de chômage (t_c)
---	-----------------------------

$\frac{\text{Population employée}}{\text{Population active}}$	= 1 - taux de chômage ($1 - t_c$)
---	-------------------------------------

$$\frac{\text{Population employée}}{\text{Population en âge de travailler}} = \text{taux d'emploi } (t_e) = \frac{(1 - t_c) \text{ Population active}}{\text{Population en âge de travailler}} = (1 - t_c) t_a$$

* * * * *

$$\begin{aligned} \frac{\text{PIB réel}}{\text{habitant}} &= \frac{\text{PIB réel}}{\text{Travailleurs employés}} \times \frac{\text{travailleurs employés}}{\text{population active}} \times \frac{\text{pop. active}}{\text{pop. 15-64}} = \frac{\text{pop. 15-64}}{\text{population totale}} \\ &= \text{productivité} \times (1 - t_c) \times t_a \times \text{Base démographique} \\ &= \text{productivité} \times \text{taux d'emploi} \times \text{Base démographique} \end{aligned}$$

L'équation précédente peut être écrite comme suit:

$$a = bcd$$

où:

$$\begin{aligned} a &= \text{PIB réel par habitant} \\ b &= \text{productivité} \\ c &= \text{taux d'emploi} \\ d &= \text{base démographique} \end{aligned}$$

Au temps 0, nous avons $a_0 = b_0 c_0 d_0$ et au temps 1, $a_1 = b_1 c_1 d_1$

Appelons respectivement α , β , γ et δ les taux de croissance de a, b, c et d, de sorte que

$$\alpha = \frac{a_1 - a_0}{a_0}, \beta = \frac{b_1 - b_0}{b_0}, \gamma = \frac{c_1 - c_0}{c_0}, \delta = \frac{d_1 - d_0}{d_0}$$

Nous pouvons donc écrire : $a_1 = a_0 (1 + \alpha)$, $b_1 = b_0 (1 + \beta)$, $c_1 = c_0 (1 + \gamma)$, $d_1 = d_0 (1 + \delta)$

$$\text{et } \square_x = \square_x = \square_x = \square_x - 1 = \square_x - 1$$

$$\text{d'où } (1 + \square_x) = (1 + \square_x) (1 + \square_x) (1 + \square_x)$$

$$= 1 + \square_x + \square_x + (\square_x \square_x + \square_x \square_x + \square_x \square_x)$$

= 1 En négligeant les termes des 2e et 3e degrés, l'expression se réduit à:

$$\square_x = \square_x + \square_x + \square_x$$

Cela signifie qu'on obtient une approximation du premier degré du taux de croissance du PIB réel par habitant, u , en additionnant les taux de croissance de la productivité, $\square_x$, du taux d'emploi, $\square_x$, et de la base démographique, $\square_x$. Avec le vieillissement de la population, le taux de croissance de la base démographique sera négatif, de sorte que le taux de croissance du PIB réel ne sera positif que dans la mesure où les deux autres facteurs auront globalement un effet compensatoire supérieur.

Tableau 1
Évolution de la situation financière SANS accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)																	
Augmentation annuelle réelle de la dette :				2,00\$													
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)				0,00\$													
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)				0,00%													
				2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040										
Taux de croissance du PIB réel :				2,1%	1,9%	1,7%	1,6%										
Taux d'inflation :				2,0%	2,0%	2,0%	2,0%										
Taux de croissance du PIB nominal :				4,1%	3,9%	3,7%	3,6%										
Taux d'intérêt :				6,4%													
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :				20%													
Taux de croissance des dépenses d'opérations :				4%													
An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)				Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d'opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts	PIB			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$						277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	120,2\$	288,5\$	41,7%	7,6\$	13,1%;	50,9\$	58,4\$	57,7\$	-0,7\$	-0,3%	
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	122,2\$	300,4\$	40,7%	7,7\$	12,8%	52,9\$	60,6\$	60,1\$	-0,5\$	-0,2%	
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	124,3\$	312,9\$	39,7%	7,8\$	12,5%	55,0\$	62,8\$	62,6\$	-0,3\$	-0,1%	
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	126,4\$	325,8\$	38,6%	8,0\$	12,2%	57,2\$	65,2\$	65,2\$	0,0\$	0,0%	
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	128,6\$	339,3\$	37,9%	8,1\$	11,9%	59,5\$	67,6\$	67,9\$	0,3\$	0,1%	
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	130,8\$	352,7\$	37,1%	8,2\$	11,7%	61,9\$	70,1\$	70,5\$	0,4\$	0,1%	
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	133,1\$	366,6\$	3613%	8,4\$	11,4%	64,3\$	72,7\$	73,3\$	0,6\$	0,2%	
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	135,4\$	381,0\$	35,5%	8,5\$	11,2%	66,9\$	75,4\$	76,2\$	0,8\$	0,2%	
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	137,7\$	396,0\$	34,8%	8,7\$	10,9%	69,6\$	78,3\$	79,2\$	0,9\$	0,2%	
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	140,1\$	411,6\$	34,0%	8,8\$	10,7%	72,4\$	81,2\$	82,3\$	1,1\$	0,3%	
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	142,5\$	427,8\$	33,3%	9,0\$	10,5%	75,3\$	84,2\$	85,6\$	1,3\$	0,3%	
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	145,0\$	444,7\$	32,6%	9,1\$	10,3%	78,3\$	87,4\$	88,9\$	1,5\$	0,3%	
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	147,6\$	462,2\$	31,9%	9,3\$	10,0%	81,4\$	90,7\$	92,4\$	1,7\$	0,4%	
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	150,1\$	480,4\$	31,3%	9,4\$	9,8%	84,7\$	94,1\$	96,1\$	2,0\$	0,4%	

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	152,8\$	499,3\$	30,6%	9,6\$	9,6%	88,1\$	97,7\$	99,9\$	2,2\$	0,4%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	155,5\$	517,9\$	30,0%	9,8\$	9,4%	91,6\$	101,4\$	103,6\$	2,2\$	0,4%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	158,2\$	537,3\$	29,4%	10,0\$	9,3%	95,3\$	105,2\$	107,5\$	2,3\$	0,4%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	161,0\$	557,3\$	28,9%	10,1\$	9,1%	99,1\$	109,2\$	111,5\$	2,3\$	0,4%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	163,9\$	578,1\$	28,3%	10,3\$	8,9%	103,0\$	113,3\$	115,6\$	2,3\$	0,4%
20	2025-2026	166,8\$	2,91	0,0\$	0,00\$	0,00\$	166,8\$	599,7\$	27,8%	10,5\$	8,7%	107,1\$	117,6\$	119,9\$	2,3\$	0,4%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	169,8\$	622,1\$	27,3%	10,7\$	8,6%	111,4\$	122,1\$	124,4\$	2,3\$	0,4%
22	2027-2028	169,8\$	2,97\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	169,8\$	622,1\$	27,3%	10,7\$	8,6%	111,4\$	122,1\$	124,4\$	2,3\$	0,4%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	175,9\$	669,5\$	26,3%	11,1\$	8,3%	120,5\$	131,6\$	133,9\$	2,3\$	0,3%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	179,0\$	694,5\$	25,8%	11,3\$	8,1%	125,3\$	136,6\$	138,9\$	2,3\$	0,3%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	182,3\$	720,4\$	25,3%	11,5\$	8,0%	130,4\$	141,8\$	144,1\$	2,3\$	0,3%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	185,5\$	746,5\$	24,9%	11,7\$	7,8%	135,6\$	147,2\$	149,3\$	2,1\$	0,3%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	188,9\$	773,7\$	24,4%	11,9\$	7,7%	141,0\$	152,9\$	154,7\$	1,9\$	0,2%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	192,3\$	801,8\$	24,0%	12,1\$	7,5%	146,6\$	158,7\$	160,4\$	1,6\$	0,2%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	195,8\$	830,9\$	23,6%	12,3\$	7,4%	152,5\$	164,8\$	166,2\$	1,4\$	0,2%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	199,3\$	861,1\$	23,2%	12,5\$	7,3%	158,6\$	171,1\$	172,2\$	1,1\$	0,1%

Tableau 2
Évolution de la situation financière SANS accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	0,00\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	0,00%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	3,7%	3,7%	3,7%	3,7%
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	120,2\$	287,3\$	41,8%	7,6\$	13,2%	50,9\$	58,4\$	57,5\$	-1,0\$	-0,3%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	122,2\$	298,1\$	41,0%	7,7\$	12,9%	52,9\$	60,6\$	59,6\$	-1,0\$	-0,3%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	124,3\$	309,2\$	40,2%	7,8\$	12,7%	55,0\$	62,8\$	61,8\$	-1,0\$	-0,3%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	126,4\$	320,7\$	39,4%	8,0\$	12,4%	57,2\$	65,2\$	64,1\$	-1,0\$	-0,3%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	128,6\$	332,7\$	38,7%	8,1\$	12,2%	59,5\$	67,6\$	66,5\$	-1,0\$	-0,3%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	130,8\$	345,1\$	37,9%	8,2\$	11,9%	61,9\$	70,1\$	69,0\$	-1,1\$	-0,3%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	133,1\$	358,0\$	37,2%	8,4\$	11,7%	64,3\$	72,7\$	71,6\$	-1,1\$	-0,3%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	135,4\$	371,4\$	36,4%	8,5\$	11,5%	66,9\$	75,4\$	74,3\$	-1,2\$	-0,3%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	c'os	0,00\$	0,00\$	137,7\$	385,3\$	35,7%	8,7\$	11,2%	69,6\$	78,3\$	77,1\$	-1,2\$	-0,3%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	140,1\$	399,7\$	35,1%	8,8\$	11,0%	72,4\$	81,2\$	79,9\$	-1,3	-0,3%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	142,5\$	414,6\$	34,4%	9,0\$	10,8\$	75,3\$	84,2\$	82,9\$	-1,3\$	-0,3%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	145,0\$	430,1\$	33,7%	9,1\$	10,6%	78,3\$	87,4\$	86,0\$	-1,4\$	-0,3%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	147,6\$	446,1\$	33,1%	9,3\$	10,4%	81,4\$	90,7\$	89,2\$	-1,5\$	-0,3%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	150,1\$	462,8\$	32,4%	9,4\$	10,2%	84,7\$	94,1\$	92,6\$	-1,6\$	-0,3%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	152,8\$	480,1\$	31,8%	9,6\$	10,0%	88,1\$	97,7\$	96,0\$	-1,7\$	-0,3%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	155,5\$	498,0\$	31,2%	9,8\$	9,8%	91,6\$	101,4\$	99,6\$	-1,8\$	-0,4%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	158,2\$	516,6\$	30,6%	10,0\$	9,6%	95,3\$	105,2\$	103,3\$	-1,9\$	-0,4%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	161,0\$	535,9\$	30,0%	10,1\$	9,4%	99,1\$	109,2\$	107,2\$	-2,0\$	-0,4%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	163,9\$	555,9\$	29,5%	10,3\$	9,3%	103,0\$	113,3\$	111,2\$	-2,2\$	-0,4%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	166,8\$	576,6\$	28,9%	10,5\$	9,1%	107,1\$	117,6\$	115,3\$	-2,3\$	-0,4%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	169,8\$	598,2\$	28,4%	10,7\$	8,9%	111,4\$	122,1\$	119,6\$	-2,5\$	-0,4%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	172,8\$	620,5\$	27,8%	10,9\$	8,8%	115,9\$	126,8\$	124,1\$	-2,7\$	-0,4%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	175,9\$	643,7\$	27,3%	11,1\$	8,6%	120,5\$	131,6\$	128,7\$	-2,8\$	-0,4%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	179,0\$	667,7\$	26,8%	11,3\$	8,4%	125,3\$	136,6\$	133,5\$	-3,1\$	-0,5%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	182,3\$	696,6\$	26,3\$%	11,5\$	8,3%	130,4\$	141,8\$	138,5\$	-3,3\$	-0,5%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	185,5\$	718,5\$	25,8%	11,7\$	8,1%	135,6\$	147,2\$	143,7\$	-3,5\$	-0,5%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	0,0\$	0,00\$	0000\$	188,9\$	745,3\$	25,3%	11,9\$	8,0%	141,0\$	152,9\$	149,1\$	-3,8\$	-0,5%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	192,3\$	773,2\$	24,9%	12,1\$	7,8%	146,6\$	158,7\$	154,6\$	-4,1\$	-0,5%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	195,8\$	802,0\$	24,4%	12,3\$	7,7%	152,5\$	164,8\$	160,4\$	-4,4\$	-0,5%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	199,3\$	832,0\$	24,0%	12,5\$	7,5%	158,6\$	171,1\$	166,4\$	-4,7\$	-0,5%

Tableau 3
Évolution de la situation financière SANS accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	0,00\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	0,00%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	1,8%	1,8%	1,8%	1,8%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	3,8%	3,3%	3,1%	2,9 %
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	120,2\$	287,6\$	41,8%	7,6\$	13,2%	50,9\$	58,4\$	57,5\$	-0,9\$	-0,3%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	122,2\$	298,7\$	40,9%	7,7\$	12,9%	52,9\$	60,6\$	59,7\$	-0,9\$	-0,3%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	124,3\$	310,1\$	40,1%	7,8\$	12,6%	55,0\$	62,8\$	62,0\$	-0,8\$	-0,3%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	126,4\$	322,0\$	39,3%	8,0\$	12,4%	57,2\$	65,2\$	64,4\$	-0,8\$	-0,2%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	128,6\$	334,4\$	38,5%	8,1\$	12,1%	59,5\$	67,6\$	66,9\$	-0,7\$	-0,2%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	130,8\$	345,5\$	37,9%	8,2\$	11,9%	61,9\$	70,1\$	69,1\$	-1,0\$	-0,3%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	133,1\$	357,0\$	37,3%	8,4\$	11,7%	64,3\$	72,7\$	71,4\$	-1,3\$	-0,4%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	135,4\$	368,8\$	36,7%	8,5\$	11,5%	66,9\$	75,4\$	73,8\$	-1,7\$	-0,5%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	137,7\$	381,1\$	36,1%	8,7\$	11,4%	69,8\$	78,3\$	76,2\$	-2,0\$	-0,5%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	140,1\$	393,8\$	35,6%	8,8\$	11,2%	72,4\$	81,2\$	78,8\$	-2,4\$	-0,6%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	142,5\$	406,9\$	35,0%	9,0\$	11,0%	75,3\$	84,2\$	81,4\$	-2,9\$	-0,7%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	145,0\$	420,4\$	34,5%	9,1\$	10,8%	78,3\$	87,4\$	84,1\$	-3,3\$	-0,8%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	0,0\$	0,00\$	0,0\$	147,6\$	434,4\$	34,0%	9,3\$	10,7%	81,4\$	90,7\$	86,9\$	-3,8\$	-0,9%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	150,1\$	448,9\$	33,5%	9,4\$	10,5%	84,7\$	94,1\$	89,8\$	-4,4\$	-1,0%
15	2020-2021	8\$	2,64\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	152,8\$	463,8\$	32,9%	9,6\$	10,4%	88,1\$	97,7\$	92,8\$	-4,9\$	-1,1%

16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	000\$	0,00\$	0,00\$	155,5\$	478,3\$	32,5%	9,8\$	10,2%	91,6\$	101,4\$	95,7\$	-5,7\$	-1,2%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	158,2\$	493,2\$	32,1%	10,0\$	10,1%	95,3\$	105,2\$	98,6\$	-6,6\$	-1,3%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	161,0\$	508,6\$	31,7%	10,1\$	10,0%	99,1\$	109,2\$	101,7\$	-7,5\$	-1,5%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	163,9\$	524,5\$	31,2%	10,3\$	9,8%	103,0\$	113,3\$	104,9\$	-8,4\$	-1,6%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	166,8\$	540,8\$	30,8%	10,5\$	9,7%	107,1\$	117,6\$	108,2\$	-9,5\$	-1,8%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	169,8\$	557,7\$	30,4%	10,7\$	9,6%	111,4\$	122,1\$	111,5\$	-10,6\$	-1,9%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	172,8\$	575,1\$	30,0%	10,9\$	9,4%	115,9\$	126,8\$	115,0\$	-11,7\$	-2,0%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	175,9\$	593,1\$	29,7%	11,1\$	9,3%	120,5\$	131,6\$	118,6\$	-13,0\$	-2,2%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	179,0\$	611,6\$	29,3%	11,3\$	9,2%	125,3\$	136,6\$	122,3\$	-14,3\$	-2,3%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	182,3\$	630,7\$	28,9%	11,6\$	9,1%	130,4\$	141,8\$	126,1\$	-15,7\$	-2,5%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	185,5\$	649,1\$	28,6%	11,7\$	9,0%	135,6\$	147,2\$	129,8\$	-17,4\$	-2,7%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	188,9\$	668,1\$	28,3%	11,9\$	8,9%	141,0\$	152,9\$	133,6\$	-19,3\$	-2,9%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	192,3\$	687,5\$	28,0%	12,1\$	8,8%	146,6\$	158,7\$	137,5\$	-21,2\$	-3,1%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	195,8\$	707,6\$	27,7%	12,3\$	8,7%	152,5\$	164,8\$	141,5\$	-23,3\$	-3,3%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	199,3\$	728,3\$	27,4%	12,5\$	8,6%	158,6\$	171,1\$	145,7\$	-25,5\$	-3,5%

Tableau 4
Évolution de la situation financière SANS accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)																
Augmentation annuelle réelle de la dette :				2,00\$												
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)				0,00\$												
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)				0,00%												
				2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040									
Taux de croissance du PIB réel :				2,1%	1,9%	1,7%	1,6%									
Taux d'inflation :				2,0%	2,0%	2,0%	2,0%									
Taux de croissance du PIB nominal :				4,1%	3,9%	3,7%	3,6%									
Taux d'intérêt :				6,4%												
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :				20%												
Taux de croissance des dépenses d'opérations :				5%												
An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d'opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	120,2\$	288,5\$	41,7%	7,6\$	13,1%	51,3\$	58,9\$	57,7\$	-1,2\$	-0,4%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	122,2\$	300,4\$	40,7%	7,7\$	12,8%	53,9\$	61,6\$	60,1\$	-1,5\$	-0,5%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	124,3\$	312,9\$	39,7%	7,8\$	12,5%	56,6\$	64,4\$	62,6\$	-1,9\$	-0,6%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	126,4\$	325,8\$	36,8%	8,0\$	12,2%	59,4\$	67,4\$	65,2\$	-2,2\$	-0,7%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	128,6\$	339,3\$	37,9%	8,1\$	11,9%	62,4\$	70,5\$	67,9\$	-2,6\$	-0,8%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	130,8\$	352,7\$	37,1%	8,2\$	11,7%	65,5\$	73,8\$	70,5\$	-3,2\$	-0,9%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	133,1\$	366,6\$	36,3%	8,4\$	11,4%	68,8\$	77,2\$	73,3\$	-3,9\$	-1,1%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	135,4\$	381,0\$	35,5%	8,5\$	11,2%	72,2\$	80,8\$	76,2\$	-4,6\$	-1,2%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	000\$	0,00\$	0,00\$	137,7\$	396,0\$	34,8%	8,7\$	10,9%	75,9\$	84,5\$	79,2\$	-5,3\$	-1,3%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	140,1\$	411,6\$	34,0%	8,8\$	10,7%	79,7\$	88,5\$	82,3\$	-6,1\$	-1,5%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	142,5\$	427,8\$	33,3%	9,0\$	10,5%	83,6\$	92,6\$	85,6\$	-7,0\$	-1,6%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	145,0\$	444,7\$	32,6%	9,1\$	10,3%	87,8\$	96,9\$	88,9\$	-8,0\$	-1,8%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	147,6\$	462,2\$	31,9%	9,3\$	10,0%	92,2\$	101,5\$	92,4\$	-9,1\$	-2,0%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	150,1\$	480,4\$	31,3%	9,4\$	9,8%	96,8\$	106,3\$	96,1\$	-10,2\$	-2,1%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	152,8\$	499,3\$	30,6%	9,6\$	9,6%	101,7\$	111,3\$	99,9\$	-11,4\$	-2,3%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	155,5\$	517,9\$	30,0%	9,8\$	9,4%	106,7\$	116,5\$	103,6\$	-12,9\$	-2,5%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	158,2\$	537,3\$	29,4%	10,0\$	9,3%	112,1\$	122,0\$	107,5\$	-14,6\$	-2,7%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	161,0\$	557,3\$	28,9%	10,1\$	9,1%	117,7\$	127,8\$	111,5\$	-16,3\$	-2,9%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	0,0\$	0,00\$	0,,00\$	163,9\$	578,1\$	28,3%	10,3\$	8,9%	123,6\$	133,9\$	115,6\$	-18,2\$	-3,2%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	166,8\$	599,7\$	27,8%	10,5\$	8,7%	129,7\$	140,2\$	119,9\$	-20,3\$	-3,4%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	169,8\$	622,1\$	27,3%	10,7\$	8,6%	136,2\$	146,9\$	124,4\$	-22,5\$	-3,6%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	172,8\$	645,4\$	26,8%	10,9\$	8,4%	143,0\$	153,9\$	129,1\$	-24,8\$	-3,8%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	175,9\$	669,5\$	26,3%	11,1\$	8,3%	150,2\$	161,3\$	133,9\$	-27,4\$	-4,1%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	179,0\$	694,5\$	25,8%	11,3\$	8,1%	157,7\$	169,0\$	138,9\$	-30,1\$	-4,3%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	182,3\$	720,4\$	25,3%	11,6\$	8,0%	185,6\$	177,1\$	144,1\$	-33,0\$	-4,6%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	185,5\$	746,5\$	24,9%	11,7\$	7,8%	173,9\$	185,5\$	149,3\$	-36,2\$	-4,9%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	188,9\$	773,7\$	24,4%	11,9\$	7,7%	182,6\$	194,4\$	154,7\$	-39,7\$	-5,1%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	192,3\$	801,8\$	24,0%	12,1\$	7,5%	191,7\$	203,8\$	160,4\$	-43,4\$	-5,4%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	195,8\$	830,9\$	23,6%	12,3\$	7,4%	201,3\$	213,6\$	166,2\$	-47,4\$	-5,7%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	199,3\$	861,1\$	23,2%	12,5\$	7,3%	211,3\$	223,9\$	172,2\$	-51,7\$	-6,0%

Tableau 5
Évolution de la situation financière SANS accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	0,00\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	0,00%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	2,1%	1,9%	1,7%	1,6%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	4,1%	3,9%	3,7%	3,6%
Taux d’intérêt :	8,0%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$						277,0\$	42,7%	9,3\$	16,8%	48,9\$	58,2\$	-2,4\$	-0,9%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,0\$	0,0\$	0,00\$	120,2\$	288,5\$	41,7%	9,5\$	16,4%	50,9\$	60,3\$	57,7\$	-2,8\$	-0,9%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	122,2\$	300,4\$	40,7%	9,6\$	16,0%	52,9\$	62,5\$	60,1\$	-2,4\$	-0,8%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	124,3\$	312,9\$	39,7%	9,8\$	15,6%	55,0\$	64,8\$	62,6\$	-2,2\$	-0,7%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	126,4\$	325,8\$	38,8%	9,9\$	15,3%	57,2\$	67,2\$	65,2\$	-2,0\$	-0,6%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	128,6\$	339,3\$	37,9%	10,1\$	14,9%	59,5\$	69,6\$	67,9\$	-1,7\$	-0,5%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	130,8\$	352,7\$	37,1%	10,3\$	14,6%	61,9\$	72,2\$	70,5\$	-1,6\$	-0,5%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	133,1\$	366,6\$	36,3%	10,5\$	14,3%	64,3\$	74,8\$	73,3\$	-1,5\$	-0,4%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	135,4\$	381,0\$	35,5%	10,6\$	14,0%	66,9\$	77,6\$	76,2\$	-1,4\$	-0,4%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	137,7\$	396,0\$	34,8%	10,8\$	13,7%	69,6\$	80,4\$	79,2\$	-1,2\$	-0,3%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	140,1\$	411,6\$	34,0%	11,0\$	13,4%	72,4\$	83,4\$	82,3\$	-1,1\$	-0,3%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	142,5\$	427,8\$	33,3%	11,2\$	13,1%	75,3\$	86,5\$	85,6\$	-0,9\$	-0,2%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	145,0\$	444,7\$	32,6%	11,4\$	12,8%	78,3\$	89,7\$	88,9\$	-0,8\$	-0,2%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	147,6\$	462,2\$	31,9%	11,6\$	12,6%	81,4\$	93,0\$	92,4\$	-0,6\$	-0,1%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	150,1\$	480,4\$	31,3%	11,8\$	12,3%	84,7\$	96,5\$	96,1\$	-0,4\$	-0,1%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	152,8\$	499,3\$	30,6%	12,0\$	12,0%	88,1\$	100,1\$	99,9\$	-0,2\$	-0,0%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	155,5\$	517,9\$	30,0%	12,2\$	11,8%	91,6\$	103,8\$	103,6\$	-0,2\$	0,0%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	158,2\$	537,3\$	29,4%	12,4\$	11,6%	95,3\$	107,7\$	107,5\$	-0,2\$	0,0%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	161,0\$	557,3\$	28,9%	12,7\$	11,4%	99,1\$	111,7\$	111,5\$	-0,3\$	0,0%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	163,9\$	578,1\$	28,3%	12,9\$	11,1%	103,0\$	115,9\$	115,6\$	-0,3\$	0,0%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	166,8\$	599,7\$	27,8%	13,1\$	10,9%	107,1\$	120,3\$	119,9\$	-0,3\$	0,1%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	169,8\$	622,1\$	27,3%	13,3\$	10,7%	111,4\$	124,8\$	124,4\$	-0,3\$	0,1%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	172,8\$	645,4\$	26,8%	13,6\$	10,5%	115,9\$	129,5\$	129,1\$	-0,4\$	0,1%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	175,9\$	669,5\$	26,3%	13,8\$	10,3%	120,5\$	134,3\$	133,9\$	-0,5\$	0,1%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	179,0\$	694,5\$	25,8%	14,1\$	10,1%	125,3\$	139,4\$	138,9\$	-0,5\$	0,1%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	182,3\$	720,4\$	25,3%	14,3\$	9,9%	130,4\$	144,7\$	144,1\$	-0,6\$	0,1%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	185,5\$	746,5\$	24,9%	14,6\$	9,8%	135,6\$	150,2\$	149,3\$	-0,8\$	0,1%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	188,9\$	773,7\$	24,4%	14,8\$	9,6%	141,0\$	155,8\$	154,7\$	-1,1\$	0,1%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	192,3\$	801,8\$	24,0%	15,1\$	9,4%	146,6\$	161,7\$	160,4\$	-1,4\$	0,2%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	195,8\$	830,9\$	23,6%	15,4\$	9,3%	152,5\$	167,9\$	166,2\$	-1,7\$	0,2%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	199,3\$	861,1\$	23,2%	15,7\$	9,1%	158,6\$	174,3\$	172,2\$	-2,1\$	0,2%

Tableau 6
Évolution de la situation financière AVEC accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	0,00\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	0,00%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	2,1%	1,9%	1,7%	1,6%
Taux d’inflation :	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Taux de croissance du PIB nominal :	4,7%	4,4%	4,2%	4,1%
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	120,2\$	289,9\$	41,5%	7,6\$	13,0%	50,9\$	58,4\$	58,0\$	-0,4\$	-0,2%
2	2007-2008	122,3\$	2,05\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	122,3\$	303,4\$	40,3%	7,7\$	12,7%	52,9\$	60,6\$	60,7	0,1\$	0,0%
3	2008-2009	124,4\$	2,10\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	124,4\$	317,5\$	39,2%	7,8\$	12,3%	55,0\$	62,8\$	63,5\$	0,7\$	0,2%
4	2009-2010	126,5\$	2,15\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	126,5\$	332,3\$	38,1%	8,0\$	12,0%	57,2\$	65,2\$	66,5\$	1,3\$	0,4%
5	2010-2011	128,7\$	2,21\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	128,7\$	347,7\$	37,0%	8,1\$	11,6%	59,5\$	67,6\$	69,5\$	2,0\$	0,6%
6	2011-2012	131,0\$	2,26\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	131,0\$	363,2\$	36,1%	8,2\$	11,3%	61,9\$	70,1\$	72,6\$	2,5\$	0,7%
7	2012-2013	133,3\$	2,32\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	133,3\$	379,3\$	35,1%	8,4\$	11,1%	64,3\$	72,7\$	75,9\$	3,1\$	0,8%
8	2013-2014	135,7\$	2,38\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	135,7\$	396,2\$	34,2%	8,5\$	10,8%	66,9\$	75,5\$	79,2\$	3,8\$	1,0%
9	2014-2015	138,1\$	2,44\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	138,1\$	413,8\$	33,4%	8,7\$	10,5%	69,6\$	78,3\$	82,8\$	4,5\$	1,1%
10	2015-2016	140,6\$	2,50\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	140,6\$	432,2\$	32,5%	8,8\$	10,2%	72,4\$	81,2\$	86,4\$	5,2\$	1,2%
11	2016-2017	143,2\$	2,56\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	143,2\$	451,5\$	31,7%	9,0\$	10,0%	75,3\$	84,3\$	90,3\$	6,0\$	1,3%
12	2017-2018	145,8\$	2,62\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	145,8\$	471,5\$	30,9%	9,2\$	9,7%	78,3\$	87,5\$	94,3\$	6,9\$	1,5%
13	2018-2019	148,5\$	2,69\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	148,5\$	492,5\$	30,1%	9,3\$	9,5%	81,4\$	90,8\$	98,5\$	7,7\$	1,6%
14	2019-2020	151,2\$	2,76\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	151,2\$	514,4\$	29,4%	9,5\$	9,2%	84,7\$	94,2\$	102,9\$	8,7\$	1,7%

15	2020-2021	154,1\$	2,83\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	154,1\$	537,3\$	28,7%	9,7\$	9,0%	88,1\$	97,7\$	107,5\$	9,7\$	1,8%
16	2021-2022	157,0\$	2,90\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	157,0\$	560,1\$	28,0%	9,9\$	8,8%	91,6\$	101,4\$	112,0\$	10,6\$	1,9%
17	2022-2023	159,9\$	2,97\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	159,9\$	583,8\$	27,4%	10,0\$	8,6%	95,3\$	105,3\$	116,8\$	11,5\$	2,0%
18	2023-2024	163,0\$	3,04\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	163,0\$	608,6\$	26,8%	10,2\$	8,4%	99,1\$	109,3\$	121,7\$	12,4\$	2,0%
19	2024-2025	166,1\$	3,12\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	166,1\$	634,4\$	26,2%	10,4\$	8,2%	103,0\$	113,5\$	126,9\$	13,4\$	2,1%
20	2025-2026	169,3\$	3,20\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	169,3\$	661,4\$	25,6%	10,6\$	8,0%	107,1\$	117,8\$	132,3\$	14,5\$	2,2%
21	2026-2027	172,6\$	3,28\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	172,6\$	689,4\$	25,0%	10,8\$	7,9%	111,4\$	122,3\$	137,9\$	15,6\$	2,3%
22	2027-2028	175,9\$	3,36\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	175,9\$	718,7\$	24,5%	11,0\$	7,7%	115,9\$	126,9\$	143,7\$	16,8\$	2,3%
23	2028-2029	179,4\$	3,44\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	179,4\$	749,1\$	23,9%	11,3\$	7,5%	120,5\$	131,8\$	149,8\$	18,0\$	2,4%
24	2029-2030	182,9\$	3,53\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	182,9\$	780,9\$	23,4%	11,5\$	7,3%	125,3\$	136,8\$	156,2\$	19,4\$	2,5%
25	2030-2031	186,5\$	3,62\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	186,5\$	814,1\$	22,9%	11,7\$	7,2%	130,4\$	142,1\$	162,8\$	20,7\$	2,5%
26	2031-2032	190,2\$	3,71\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	190,2\$	847,8\$	22,4%	11,9\$	7,0%	135,6\$	147,5\$	169,6\$	22,0\$	2,6%
27	2032-2033	194,0\$	3,80\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	194,0\$	882,9\$	22,0%	12,2\$	6,9%	141,0\$	153,2\$	176,6\$	23,4\$	2,7%
28	2033-2034	197,9\$	3,90\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	197,9\$	919,4\$	21,5%	12,4\$	6,8%	146,6\$	159,1\$	183,9\$	24,8\$	2,7%
29	2034-2035	201,9\$	3,99\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	201,9\$	957,5\$	21,1%	12,7\$	6,6%	152,5\$	165,2\$	191,5\$	26,3\$	2,7%
30	2035-2036	206,0\$	4,09\$	0,0\$	0,00\$	0,00\$	2,06\$	997,1\$	20,7%	12,9\$	6,5%	158,6\$	171,5\$	199,4\$	27,9\$	2,8%

Tableau 7
Évolution de la situation financière AVEC accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	0,50\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	7,70%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	2,1%	1,9%	1,7%	1,6%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	4,1%	3,9%	3,7%	3,6%
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,5\$	0,04\$	0,50\$	119,7\$	288,5\$	41,5%	7,5\$	13,0%	50,9\$	58,4\$	57,7\$	-0,7\$	-0,2%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	1,1\$	0,04\$	0,51\$	121,2\$	300,4\$	40,3%	7,7\$	12,7%	52,9\$	60,5\$	60,1\$	-0,5\$	-0,1%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	1,7\$	0,08\$	0,52\$	122,6\$	312,9\$	39,2%	7,7\$	12,4%	55,0\$	62,7\$	62,6\$	-0,2\$	-0,0%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	2,4\$	0,13\$	0,53\$	124,1\$	325,8\$	38,1%	7,8\$	12,0%	57,2\$	65,0\$	65,2\$	0,1\$	0,0%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	3,1\$	0,18\$	0,54\$	125,5\$	339,3\$	37,0%	7,9\$	11,7%	59,5\$	67,4\$	67,9\$	0,5\$	0,1%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	3,9\$	0,24\$	0,55\$	126,9\$	352,7\$	36,0%	8,0\$	11,3%	61,9\$	69,9\$	70,5\$	0,7\$	0,2%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	4,7\$	0,30\$	0,56\$	128,3\$	366,6\$	35,0%	8,1\$	11,0%	64,3\$	72,4\$	73,3\$	0,9\$	0,2%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	5,7\$	0,36\$	0,57\$	129,7\$	381,0\$	34,0%	8,2\$	10,7%	66,9\$	75,1\$	76,2\$	1,1\$	0,3%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	6,7\$	0,44\$	0,59\$	131,0\$	396,0\$	33,1%	8,2\$	10,4%	69,6\$	77,8\$	79,2\$	1,4\$	0,3%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	7,8\$	0,51\$	0,60\$	132,3\$	411,6\$	32,1%	8,3\$	10,1%	72,4\$	80,7\$	82,3\$	1,6\$	0,4%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	9,0\$	0,60\$	0,61\$	133,5\$	427,8\$	31,2%	8,4\$	9,8%	75,3\$	83,6\$	85,6\$	1,9\$	0,4%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	10,3\$	0,69\$	0,62\$	134,7\$	444,7\$	30,3%	8,4\$	9,5%	78,3\$	86,7\$	88,9\$	2,2\$	0,5%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	11,8\$	0,80\$	0,63\$	135,8\$	462,2\$	29,4%	8,5\$	9,2%	81,4\$	89,9\$	92,4\$	2,5\$	0,5%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	13,3\$	0,91\$	0,65\$	136,8\$	480,4\$	28,5%	8,5\$	8,9%	84,7\$	93,2\$	96,1\$	2,9\$	0,6%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	15,0\$	1,02\$	0,66\$	137,8\$	499,3\$	27,6%	8,6\$	8,6%	88,1\$	96,7\$	99,9\$	3,2\$	0,6%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	16,8\$	1,15\$	0,67\$	138,7\$	517,9\$	26,8%	8,6\$	8,3%	91,6\$	100,2\$	103,6\$	3,4\$	0,7%
17	2022-2023	158,2\$	2,75111	18,8\$	1,30\$	0,69\$	139,4\$	537,3\$	26,0%	8,7\$	8,1%	95,3\$	103,9\$	107,5\$	3,5\$	0,7%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	20,9\$	1,45\$	0,70\$	140,1\$	557,3\$	25,1%	8,7\$	7,8%	99,1\$	107,7\$	111,5\$	3,7\$	0,7%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	23,3\$	1,61\$	0,71\$	140,6\$	578,1\$	24,3%	8,7\$	7,5%	103,0\$	111,7\$	115,6\$	3,9\$	0,7%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	25,8\$	1,79\$	0,73\$	141,0\$	599,7\$	23,5%	8,7\$	7,3%	107,1\$	115,8\$	119,9\$	4,1\$	0,7%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	28,5\$	1,99\$	0,74\$	141,2\$	622,1\$	22,7%	8,7\$	7,0%	111,4\$	120,1\$	124,4\$	4,3\$	0,7%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	31,5\$	2,20\$	0,76\$	141,3\$	645,4\$	21,9%	8,7\$	6,7%	115,9\$	124,6\$	129,1\$	4,5\$	0,7%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	34,7\$	2,42\$	0,77\$	141,2\$	669,5\$	21,1%	8,6\$	6,4%	120,5\$	129,2\$	133,9\$	4,7\$	0,7%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	38,1\$	2,67\$	0,79\$	140,9\$	694,5\$	20,3%	8,6\$	6,2%	125,3\$	133,9\$	138,9\$	5,0\$	0,7%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	41,9\$	2,94\$	0,80\$	140,4\$	720,4\$	19,5%	8,5\$	5,9%	130,4\$	138,9\$	141,1\$	5,2\$	0,7%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	45,9\$	3,22\$	0,82\$	139,6\$	746,5\$	18,7%	8,4\$	5,7%	135,6\$	144,0\$	149,3\$	5,3\$	0,7%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	50,3\$	3,54\$	0,84\$	138,6\$	773,7\$	17,9%	8,3\$	5,4%	141,0\$	149,3\$	154,7\$	5,4\$	0,7%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	55,0\$	3,87\$	0,85\$	137,3\$	801,8\$	17,1%	8,2\$	5,1%	146,6\$	154,9\$	160,4\$	5,5\$	0,7%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	60,1\$	4,24\$	0,87\$	135,7\$	830,9\$	16,3%	8,1\$	4,9%	152,5\$	160,6\$	166,2\$	5,6\$	0,7%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	65,6\$	4,63\$	0,89\$	133,7\$	861,1\$	15,5%	7,9\$	4,6%	158,6\$	166,5\$	172,2\$	5,7\$	0,7%

Tableau 8
Évolution de la situation financière AVEC accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	0,50\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	7,70%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	1,7%	1,7%	1,7%	1,7%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	3,7%	3,7%	3,7%	3,7%
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,5\$	0,04\$	0,50\$	119,7\$	287,3\$	41,6%	7,5\$	13,1%	50,9\$	58,4\$	57,5\$	-0,9\$	-0,3%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	1,1\$	0,04\$	0,51\$	121,2\$	298,1\$	40,6%	7,7\$	12,8%	52,9\$	60,5\$	59,6\$	-0,9\$	-0,3%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	1,7\$	0,08\$	0,52\$	122,6\$	309,2\$	39,7%	7,7\$	12,5%	55,0\$	62,7\$	61,8\$	-0,9\$	-0,3%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	2,4\$	0,13\$	0,53\$	124,1\$	320,7\$	38,7%	7,8\$	12,2%	57,2\$	65,0\$	64,1\$	-0,9\$	-0,3%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	3,1\$	0,18\$	0,54\$	125,5\$	332,7\$	37,7%	7,9\$	11,9%	59,5\$	67,4\$	66,5\$	-0,9\$	-0,3%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	3,9\$	0,24\$	0,55\$	126,9\$	345,1\$	36,8%	8,0\$	11,6%	61,9\$	69,9\$	69,0\$	-0,8\$	-0,2%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	4,7\$	0,30\$	0,56\$	128,3\$	358,0\$	35,8%	8,1\$	11,3%	64,3\$	72,4\$	71,6\$	-0,8\$	-0,2%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	5,7\$	0,36\$	0,57\$	129,7\$	371,4\$	34,9%	8,2\$	11,0%	66,9\$	75,1\$	74,3\$	-0,8\$	-0,2%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	6,7\$	0,44\$	0,59\$	131,0\$	385,3\$	34,0%	8,2\$	1 10,7%	69,6\$	77,8\$	77,1\$	-0,8\$	-0,2%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	7,8\$	0,51\$	0,60\$	132,3\$	399,7\$	33,1%	8,3\$	10,4%	72,4\$	80,7\$	79,9\$	-0,8\$	-0,2%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	9,0\$	0,60\$	0,61\$	133,5\$	414,6\$	32,2%	8,4\$	10,1%	75,3\$	83,6\$	82,9\$	-0,7\$	-0,2%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	10,3\$	0,69\$	0,62\$	134,7\$	430,1\$	31,3%	8,4\$	9,8%	78,3\$	86,7\$	86,0\$	-0,7\$	-0,2%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	11,8\$	0,80\$	0,63\$	135,8\$	446,1\$	30,4%	8,5\$	9,5%	81,4\$	89,9\$	89,2\$	-0,7\$	-0,2%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	13,3\$	0,91\$	0,65\$	136,8\$	462,8\$	29,6%	8,5\$	9,2%	84,7\$	93,2\$	92,6\$	-0,7\$	-0,1%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	15,0\$	1,02\$	0,66\$	137,8\$	480,1\$	28,7%	8,6\$	8,9%	88,1\$	96,7\$	96,0\$	-0,6\$	-0,1%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	16,8\$	1,15\$	0,67\$	138,7\$	498,0\$	27,8%	8,6\$	8,7%	91,6\$	100,2\$	99,6\$	-0,6\$	-0,1%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	18,8\$	1,30\$	0,69\$	139,4\$	516,6\$	27,0%	8,7\$	8,4%	95,3\$	103,9\$	103,3\$	-0,6\$	-0,1%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	20,9\$	1,45\$	0,70\$	140,1\$	535,9\$	26,1%	8,7\$	8,1%	99,1\$	107,7\$	107,2\$	-0,6\$	-0,1%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	23,3\$	1,61\$	0,71\$	140,6\$	555,9\$	25,3%	8,7\$	7,8%	103,0\$	111,7\$	111,2\$	-0,6\$	-0,1%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	25,8\$	1,79\$	0,73\$	141,0\$	576,6\$	24,5%	8,7\$	7,5%	107,1\$	115,8\$	115,3\$	-0,5\$	-0,1%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	28,5\$	1,99\$	0,74\$	141,2\$	598,2\$	23,6%	8,7\$	7,3%	111,4\$	120,1\$	119,6\$	-0,5\$	-0,1%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	31,5\$	2,20\$	0,76\$	141,3\$	620,5\$	22,804	8,7\$	7,0%	115,9\$	124,6\$	124,1\$	-0,5\$	-0,1%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	34,7\$	2,42\$	0,77\$	141,2\$	643,7\$	21,9%	8,6\$	6,7%	120,5\$	129,2\$	128,7\$	-0,4\$	-0,1%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	38,1\$	2,67\$	0,79\$	140,9\$	667,7\$	21,1%	8,6\$	6,4%	125,3\$	133,9\$	133,5\$	-0,4\$	-0,1%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	41,9\$	2,94\$	0,80\$	140,4\$	692,6\$	20,3%	8,5\$	6,2%	130,4\$	138,9	138,5	-0,4\$	-0,1%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	45,9\$	3,22\$	0,82\$	139,6\$	718,5\$	19,4%	8,4\$	5,9%	135,6\$	144,0\$	143,7\$	-0,3\$	-0,0%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	50,3\$	3,54\$	0,84\$	138,6\$	745,3\$	18,6%	8,3\$	5,6%	141,0\$	149,3\$	149,1\$	-0,3\$	-0,0%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	55,0\$	3,87\$	0,85\$	137,3\$	773,2\$	17,8%	8,2\$	5,3%	146,6\$	154,9\$	154,6\$	-0,2\$	-0,0%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	60,1\$	4,24\$	0,87\$	135,7\$	802,0\$	16,9%	8,1\$	5,0%	152,5\$	160,6\$	160,4\$	-0,2\$	-0,0%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	65,6\$	4,63\$	0,89\$	133,7\$	832,0\$	16,1%	7,9\$	4,7%	158,6\$	166,5\$	166,4\$	-0,1\$	-0,0%

Tableau 9
Évolution de la situation financière AVEC accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	2,00\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	7,70%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	2,1%	1,9%	1,7%	1,6%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	4,1%	3,9%	3,7%	3,6%
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	2,2\$	0,15\$	2,00\$	118,0\$	288,5\$	40,9%	7,4\$	12,8%	50,9\$	58,3\$	57,7\$	-0,6\$	-0,2%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	4,4\$	0,17\$	2,04\$	117,9\$	300,4\$	39,2%	7,5\$	12,6%	52,9\$	60,4\$	60,1\$	-0,3\$	-0,1%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	6,8\$	0,34\$	2,08\$	117,5\$	312,9\$	37,6%	7,5\$	12,0%	55,0\$	62,5\$	62,6\$	0,1\$	0,0%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	9,4\$	0,52\$	2,12\$	117,0\$	325,8\$	35,9%	7,4\$	11,4%	57,2\$	64,6\$	65,2\$	0,5\$	0,2%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	12,3\$	0,73\$	2,16\$	116,3\$	339,3\$	34,3%	7,4\$	10,9%	59,5\$	66,9\$	67,9\$	1,0\$	0,3%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	15,5\$	0,95\$	2,21\$	115,3\$	352,7\$	32,7%	7,3\$	10,3%	61,9\$	69,2\$	70,5\$	1,4\$	0,4%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	18,9\$	1,19\$	2,25\$	114,2\$	366,6\$	31,1%	7,2\$	9,8%	64,3\$	71,5\$	73,3\$	1,8\$	0,5%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	22,7\$	1,46\$	2,30\$	112,7\$	381,0\$	29,6%	7,1\$	9,3%	66,9\$	74,0\$	76,2\$	2,2\$	0,6%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	26,8\$	1,75\$	2,34\$	111,0\$	396,0\$	28,0%	6,9\$	8,7%	69,6\$	76,5\$	79,2\$	2,7\$	0,7%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	31,2\$	2,06\$	2,39\$	108,9\$	411,6\$	26,5%	6,8\$	8,2%	72,4\$	79,1\$	82,3\$	3,2\$	0,8%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	36,0\$	2,40\$	2,44\$	106,5\$	427,8\$	24,9%	6,6\$	7,7%	75,3\$	81,8\$	85,6\$	3,7\$	0,9%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	41,3\$	2,78\$	2,49\$	103,7\$	444,7\$	23,3%	6,3\$	7,1%	78,3\$	84,6\$	88,9\$	4,3\$	1,0%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	47,0\$	3,18\$	2,54\$	100,5\$	462,2\$	21,8%	6,1\$	6,6%	81,4\$	87,5\$	92,4\$	4,9\$	1,1%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	53,2\$	3,62\$	2,59\$	96,9\$	480,4\$	20,2%	5,8\$	6,1%	84,7\$	90,5\$	96,1\$	5,6\$	1,2%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	6,0\$	4,10\$	2,64\$	92,8\$	499,3\$	18,6%	5,5\$	5,5%	88,1\$	93,6\$	99,9\$	6,3\$	1,3%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	67,3\$	4,62\$	2,69\$	88,2\$	517,9\$	17,0%	5,2\$	5,0%	91,6\$	96,7\$	103,6\$	6,8\$	1,3%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	75,2\$	5,18\$	2,75\$	83,0\$	537,3\$	15,5%	4,8\$	4,4%	95,3\$	100,0\$	107,5\$	7,4\$	1,4%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	83,8\$	5,79\$	2,80\$	77,2\$	557,3\$	13,9%	4,3\$	3,9%	99,1\$	103,4\$	111,5\$	8,1\$	1,4%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	93,1\$	6,45\$	2,86\$	70,8\$	578,1\$	12,2%	3,9\$	3,3%	103,0\$	106,9\$	115,6\$	8,8\$	1,5%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	103,2\$	7,17\$	2,91\$	63,6\$	599,7\$	10,6%	3,3\$	2,8%	107,1\$	110,5\$	119,9\$	9,5\$	1,6%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	114,1\$	7,95\$	2,97\$	55,7\$	622,1\$	8,9%	2,7\$	2,2%	111,4\$	114,2\$	124,4\$	10,3\$	1,6%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	125,9\$	8,79\$	3,03\$	46,9\$	645,4\$	7,3%	2,1\$	1,6%	115,9\$	118,0\$	129,1\$	11,1\$	1,7%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	138,7\$	9,70\$	3,09\$	37,2\$	669,5\$	5,6%	1,4\$	1,0%	120,5\$	121,9\$	133,9\$	12,0\$	1,8%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	152,5\$	10,68\$	3,15\$	26,5\$	694,5\$	3,8%	0,6\$	0,41%	125,3\$	125,9\$	138,9\$	13,0\$	1,9%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	167,5\$	11,75\$	3,22\$	14,8\$	720,4\$	2,0%	0,3\$	-0,2%	130,4\$	130,1\$	144,1\$	14,0\$	1,9%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	183,7\$	12,90\$	3,28\$	1,9\$	746,5\$	0,2%	-1,2\$	-0,8%	135,6\$	134,3\$	149,3\$	15,0\$	2,0%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	201,2\$	14,14\$	3,35\$	-12,3\$	773,7\$	-1,6%	-2,3\$	-1,5%	141,0\$	138,7\$	154,7\$	16,0\$	2,1%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	220,1\$	15,49\$	3,41\$	-27,8\$	801,8\$	-3,5%	-3,4\$	-2,1%	146,6\$	143,2\$	160,4\$	17,1\$	2,1%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	240,5\$	16,95\$	3,48\$	-44,7\$	830,9\$	-5,4%	-4,6\$	-2,8%	152,5\$	147,9\$	166,2\$	18,3\$	2,2%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	262,6\$	18,52\$	3,55\$	-63,2\$	861,1\$	-7,3%	-6,0\$	-3,5%	158,6\$	152,6\$	172,2\$	19,6\$	2,3%

Tableau 10
Évolution de la situation financière AVEC accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	0,50\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	9,00%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	2,1%	1,9%	1,7%	1,6%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	4,1%	3,9%	3,7%	3,6%
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	0,5\$	0,05\$	0,50\$	119,7\$	288,5\$	41,5%	7,5\$	13,0%	50,9\$	58,4\$	57,7\$	-0,7\$	-0,2%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	1,1\$	0,05\$	0,51\$	121,1\$	300,4\$	40,3%	7,6\$	12,7%	52,9\$	60,5\$	60,1\$	-0,4\$	-0,1%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	1,7\$	0,10\$	0,52\$	122,6\$	312,9\$	39,2%	7,7\$	12,3%	55,0\$	62,7\$	62,6\$	-0,2\$	-0,1%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	2,4\$	0,16\$	0,53\$	124,0\$	325,8\$	38,1%	7,8\$	12,0%	57,2\$	65,0\$	65,2\$	0,2\$	0,0%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	3,2\$	0,22\$	0,54\$	125,4\$	339,3\$	37,0%	7,9\$	11,6%	59,5\$	67,4\$	67,9\$	0,5\$	0,1%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	4,0\$	0,29\$	0,55\$	126,8\$	352,7\$	36,0%	7,9\$	11,3%	61,9\$	69,8\$	70,5\$	0,7\$	0,2%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	4,9\$	0,36\$	0,56\$	128,1\$	366,6\$	35,0%	8,0\$	10,9%	64,3\$	72,4\$	73,3\$	1,0\$	0,3%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	5,9\$	0,44\$	0,57\$	129,4\$	381,0\$	34,0%	8,1\$	10,6%	66,9\$	75,0\$	76,2\$	1,2\$	0,3%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	7,1\$	0,54\$	0,59\$	130,6\$	396,0\$	33,0%	8,1\$	10,3%	69,6\$	77,7\$	79,2\$	1,5\$	0,4%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	8,3\$	0,64\$	0,60\$	131,8\$	411,6\$	32,0%	8,2\$	9,9%	72,4\$	80,6\$	82,3\$	1,8\$	0,4%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	9,7\$	0,75\$	0,61\$	132,9\$	427,8\$	31,1%	8,2\$	9,6%	75,3\$	83,5\$	85,6\$	2,1\$	0,5%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	11,1\$	0,87\$	0,62\$	133,9\$	444,7\$	30,1%	8,3\$	9,3%	78,3\$	86,5\$	88,9\$	2,4\$	0,5%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	12,8\$	1,00\$	0,63\$	134,8\$	462,2\$	29,2%	8,3\$	9,0%	81,4\$	89,7\$	92,4\$	2,7\$	0,6%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	14,6\$	1,15\$	0,65\$	135,6\$	480,4\$	28,2%	8,3\$	8,6%	84,7\$	93,0\$	96,1\$	3,1\$	0,6%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	16,6\$	1,31\$	0,66\$	136,2\$	499,3\$	27,3%	8,3\$	8,3%	88,1\$	96,4\$	99,9\$	3,5\$	0,7%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	18,7\$	1,49\$	0,67\$	136,8\$	517,9\$	26,4%	8,3\$	8,0%	91,6\$	99,9\$	103,6\$	3,7\$	0,7%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	21,1\$	1,68\$	0,69\$	137,1\$	537,3\$	25,5%	8,3\$	7,7%	95,3\$	103,5\$	107,5\$	3,9\$	0,7%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	23,7\$	1,90\$	0,70\$	137,3\$	557,3\$	24,6%	8,2\$	7,4%	99,1\$	107,3\$	111,5\$	4,2\$	0,7%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	26,5\$	2,13\$	0,71\$	137,3\$	678,1\$	23,8%	8,2\$	7,1%	103,0\$	111,2\$	115,6\$	4,4\$	0,8%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	29,6\$	2,39\$	0,73\$	137,1\$	599,7\$	22,9%	8,1\$	6,8%	107,1\$	115,2\$	119,9\$	4,7\$	0,8%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	33,1\$	2,67\$	0,74\$	136,7\$	622,1\$	22,0%	8,0\$	6,4%	111,4\$	119,4\$	124,4\$	5,0\$	0,8%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	36,8\$	2,98\$	0,76\$	136,0\$	645,4\$	21,1%	7,9\$	6,1%	115,9\$	123,8\$	129,1\$	5,3\$	0,8%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	40,9\$	3,31\$	0,77\$	135,0\$	669,5\$	20,2%	7,7\$	5,8%	120,5\$	128,3\$	133,9\$	5,6\$	0,8%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	45,3\$	3,68\$	0,79\$	133,7\$	694,5\$	19,3%	7,6\$	5,5%	125,3\$	132,9\$	138,9\$	6,0\$	0,9%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	50,2\$	4,08\$	0,80\$	132,0\$	720,4\$	18,3\$	7,4\$	5,1\$	130,4\$	137,7\$	114,1\$	6,3\$	0,9%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	55,6\$	4,52\$	0,82\$	130,0\$	746,5\$	17,4%	7,1\$	4,8%	135,6\$	142,7\$	149,3\$	6,6\$	0,9%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	61,4\$	5,00\$	0,84\$	127,5\$	773,7\$	16,5%	6,9\$	4,4%	141,0\$	147,9\$	154,7\$	6,9\$	0,9%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	67,8\$	5,53\$	0,85\$	124,5\$	801,8\$	15,5%	6,6\$	4,1%	146,6\$	153,2\$	160,4\$	7,2\$	0,9%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	74,8\$	6,10\$	0,87\$	121,0\$	830,9\$	14,6%	6,2\$	3,7%	152,5\$	158,7\$	166,2\$	7,5\$	0,9%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	82,4\$	6,73\$	0,89\$	117,0\$	861,1\$	13,6%	5,8\$	3,4%	158,6\$	164,4\$	172,2\$	7,8\$	0,9%

Tableau 11
Évolution de la situation financière AVEC accumulation d’actifs dans le Fonds des générations (FG)

Les montants sont en milliards de dollars (M \$)				
Augmentation annuelle réelle de la dette :	2,00\$			
Versement réel annuel au Fonds des générations (FG)	2,00\$			
Taux de rendement du Fonds des générations (FG)	9,00%			
	2006-2010	2011-2020/	2021-2030	2031-2040
Taux de croissance du PIB réel :	2,1%	1,9%	1,7%	1,6%
Taux d’inflation :	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de croissance du PIB nominal :	4,1%	3,9%	3,7%	3,6%
Taux d’intérêt :	6,4%			
Revenus budgétaires en pourcentage du PIB :	20%			
Taux de croissance des dépenses d’opérations :	4%			

An née	Année réelle	Dette totale		Fonds des générations (FG)			Dette - actif du FG	PIB	(Dette - FG	Service de la dette		Dépenses d’opératio ns	Dépenses totales	Revenus budgétair es	Solde budgétaire	
		montant	augm. Ann.	actif	rendement	verseme nts			PIB	en \$	% du budget				en \$	en % du PIB
0	2005-2005	118,2\$	0,00\$					277,0\$	42,7%	7,5\$	13,5%	48,9\$	56,4\$	55,8\$	-0,6\$	-0,2%
1	2006-2007	120,2\$	2,00\$	2,2\$	0,18\$	2,00\$	118,0\$	288,5\$	40,9%	7,4\$	12,8%	50,9\$	58,2\$	57,7\$	-0,5\$	-0,2%
2	2007-2008	122,2\$	2,04\$	4,4\$	0,20\$	2,04\$	117,8\$	300,4\$	39,2%	7,5\$	12,5%	52,9\$	60,4\$	60,1\$	-0,3\$	-0,1%
3	2008-2009	124,3\$	2,08\$	6,9\$	0,40\$	2,08\$	117,4\$	312,9\$	37,5%	7,4\$	11,9%	55,0\$	62,4\$	62,6\$	0,1\$	0,0%
4	2009-2010	126,4\$	2,12\$	9,6\$	0,62\$	2,12\$	116,8\$	325,8\$	35,8%	7,3\$	11,3%	57,2\$	64,5\$	65,2\$	0,6\$	0,2%
5	2010-2011	128,6\$	2,16\$	12,7\$	0,87\$	2,16\$	115,9\$	339,3\$	34,2%	7,2\$	10,6%	59,5\$	66,7\$	67,9\$	1,1\$	0,3%
6	2011-2012	130,8\$	2,21\$	16,0\$	1,14\$	2,21\$	114,8\$	352,7\$	32,6%	7,1\$	10,1%	61,9\$	69,0\$	70,5\$	1,6\$	0,4%
7	2012-2013	133,1\$	2,25\$	19,7\$	1,44\$	2,25\$	113,4\$	366,6\$	30,9%	6,9\$	9,5%	64,3\$	71,3\$	73,3\$	2,0\$	0,6%
8	2013-2014	135,4\$	2,30\$	23,8\$	1,77\$	2,30\$	111,6\$	381,0\$	29,3%	6,7\$	8,8%	66,9\$	73,7\$	76,2\$	2,5\$	0,7%
9	2014-2015	137,7\$	2,34\$	28,3\$	2,14\$	2,34\$	109,4\$	396,0\$	27,6%	6,5\$	8,2%	69,6\$	76,1\$	79,2\$	3,1\$	0,8%
10	2015-2016	140,1\$	2,39\$	33,2\$	2,54\$	2,39\$	106,9\$	411,6\$	26,0%	6,3\$	7,6%	72,4\$	78,7\$	82,3\$	3,7\$	0,9%
11	2016-2017	142,5\$	2,44\$	38,6\$	2,99\$	2,44\$	103,9\$	427,8\$	24,3%	6,0\$	7,0%	75,3\$	81,3\$	85,6\$	4,3\$	1,0%
12	2017-2018	145,0\$	2,49\$	44,6\$	3,48\$	2,49\$	100,4\$	444,7\$	22,6%	5,6\$	6,3%	78,3\$	83,9\$	88,9\$	5,0\$	1,1%
13	2018-2019	147,6\$	2,54\$	51,1\$	4,01\$	2,54\$	96,4\$	462,2\$	20,9%	5,3\$	5,7%	81,4\$	86,7\$	92,4\$	5,7\$	1,2%
14	2019-2020	150,1\$	2,59\$	58,3\$	4,60\$	2,59\$	91,8\$	480,4\$	19,1%	4,8\$	5,0%	84,7\$	89,5\$	96,1\$	6,6\$	1,4%

15	2020-2021	152,8\$	2,64\$	66,2\$	5,25\$	2,64\$	86,6\$	499,3\$	17,3%	4,4\$	4,4%	88,1\$	92,4\$	99,9\$	7,4\$	1,5%
16	2021-2022	155,5\$	2,69\$	74,9\$	5,96\$	2,69\$	80,6\$	517,9\$	15,6%	3,8\$	3,7%	91,6\$	95,4\$	103,6\$	8,2\$	1,6%
17	2022-2023	158,2\$	2,75\$	84,4\$	6,74\$	2,75\$	73,9\$	537,3\$	13,7%	3,2\$	3,0%	95,3\$	98,5\$	107,5\$	9,0\$	1,7%
18	2023-2024	161,0\$	2,80\$	94,7\$	7,59\$	2,80\$	66,3\$	557,3\$	11,9%	2,5\$	2,3%	99,1\$	101,6\$	111,5\$	9,9\$	1,8%
19	2024-2025	163,9\$	2,86\$	106,1\$	8,53\$	2,86\$	57,8\$	578,1\$	10,0%	1,8\$	1,5%	103,0\$	104,8\$	115,6\$	10,8\$	1,9%
20	2025-2026	166,8\$	2,91\$	118,6\$	9,55\$	2,91\$	48,2\$	599,7\$	8,0%	0,9\$	0,8%	107,1\$	108,1\$	119,9\$	11,9\$	2,0%
21	2026-2027	169,8\$	2,97\$	132,2\$	10,67\$	2,97\$	37,5\$	622,1\$	6,0%	0,0\$	0,0%	111,4\$	111,4\$	124,4\$	13,0\$	2,1%
22	2027-2028	172,8\$	3,03\$	147,2\$	11,90\$	3,03\$	25,6\$	645,4\$	4,0%	-1,0\$	-0,8%	115,9\$	114,9\$	129,1\$	14,2\$	2,2%
23	2028-2029	175,9\$	3,09\$	163,5\$	13,25\$	3,09\$	12,4\$	669,5\$	1,8%	-2,2\$	-1,6%	120,5\$	118,3\$	133,9\$	15,6\$	2,3%
24	2029-2030	179,0\$	3,15\$	181,4\$	14,72\$	3,15\$	-2,3\$	694,5\$	-0,3%	-3,5\$	-2,5%	125,3\$	121,9\$	138,9\$	17,0\$	2,4%
25	2030-2031	182,3\$	3,22\$	200,9\$	16,32\$	3,22\$	-18,7\$	720,4\$	-2,6%	-4,9\$	-3,4%	130,4\$	125,5\$	144,1\$	18,6\$	2,6%
26	2031-2032	185,5\$	3,28\$	222,3\$	18,08\$	3,28\$	-36,7\$	746,5\$	-4,9%	-6,4\$	-4,3%	135,6\$	129,2\$	149,3\$	20,2\$	2,7%
27	2032-2033	188,9\$	3,35\$	245,6\$	20,01\$	3,35\$	-56,8\$	773,7\$	-7,3%	-8,1\$	-5,3%	141,0\$	132,9\$	154,7\$	21,9\$	2,8%
28	2033-2034	192,3\$	3,41\$	271,2\$	22,11\$	3,41\$	-78,9\$	801,8\$	-9,8%	-10,0\$	-6,2%	146,6\$	136,6\$	160,4\$	23,7\$	3,0%
29	2034-2035	195,8\$	3,48\$	299,0\$	24,40\$	3,48\$	-103,3\$	830,9\$	-12,4%	-12,1\$	-7,3%	152,5\$	140,4\$	166,2\$	25,8\$	3,1%
30	2035-2036	199,3\$	3,55\$	329,5\$	26,91\$	3,55\$	-130,2\$	861,1\$	-15,1%	-14,4\$	-8,4%	158,6\$	144,2\$	172,2\$	28,0\$	3,3%